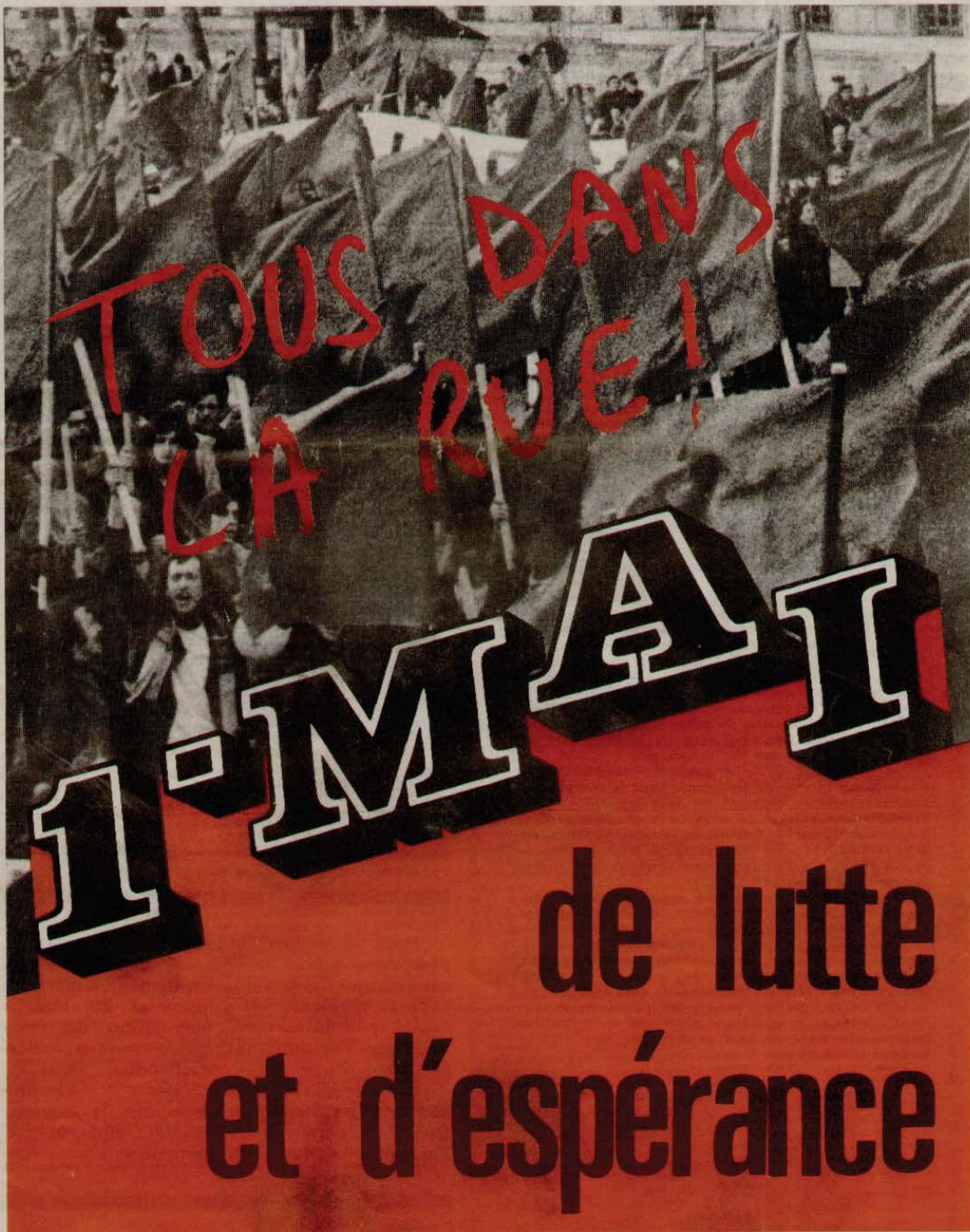


rouge

DOSSIER PRISONS

hebdomadaire d'action communiste



TOUS DANS
LA RUE!

1. MAI

de lutte
et d'espérance

POUR UN 1^{ER} MAI de combat et d'espérance

Finies, envolées, les finesses oratoires grâce auxquelles les deux frères ennemis de la majorité s'égratignaient sans trop se blesser. Le peu de distance, révélée par les sondages, qui sépare aujourd'hui Giscard et Chaban, a précipité les deux dauphins dans une lutte sans merci. Désormais tous les coups sont permis. Par l'intermédiaire de leurs commis, UDR et RI, règlent sur les ondes une querelle que seul Pompidou avait réussi à replâtrer. C'est à peine si le prince Poniatowski ne traite pas Chaban de corrompu, tandis que le baron Guichard crache ouvertement son mépris sur le ministre des Finances. Réjouissant spectacle qui cache mal la réalité : ces deux hommes qui régulièrement nous parlent d'eux à la télévision, à la radio, sont bien les tenants d'une même politique.

Ah, il a beau jeu, le maire de Bordeaux de nous parler liberté et démocratie. Mais, que diable, la loi anticasseur, la loi anti-drogue, les expulsions de grévistes sortent tout droit de son cru. menteur en politique, le général, qui voudrait ressembler à son maître, l'est également en d'autres domaines. Qui a oublié ces impôts non payés, ces fiches du fisc aménagés au gré de celui qui maintenant se présente comme le candidat de la probité.

Et Giscard, cet homme doux et effacé, qui, lui aussi, fait assaut de charme ?

Qui a oublié cette hausse des prix effreiné qui continue à ébrécher les salaires des travailleurs ? Et qu'en sera-t-il demain de la proposition, retiré au dernier moment qui consistait à majorer le tiers provisionnel ? Et puis... Baste, Chaban d'Estaing a été et restera le représentant de la classe exploiteuse, quel que soit l'angle sous lequel on le regarde. Hier, il lançait ses flics contre les grévistes des Banques, demain il recommencera. Hypocrites, nos princes ?

Pas tous pourtant, car il en est un qui ne cache guère son opinion. Celui là, il est le sel des élections. Royer, discoureur illuminé, devise chaque soir sur le Travail, la Famille, la Patrie. A la limite de la doctrine fascisante, il répand avec une ardeur remarquable ses inepties sur l'avortement, la nation, etc.

De ces exploiters, de ces clowns, la classe ouvrière n'a rien à attendre. Chaban peut toujours faire ses entrées de meetings au son de la Marche du Prophète, il ne sera jamais que la créature des patrons et banquiers de tout acabit.

Lip, la grève des Banques ont révélé à beaucoup de salariés un avenir riche en espérances. L'auto-organisation ouvrière n'est plus une chimère « gauchiste ». C'est par milliers, par dizaines de milliers qu'en 74, les employés du Crédit Lyonnais, ceux de la BNP, de l'imprimerie Darbois en ont fait l'expérience.

De Mitterrand, il n'y a guère à attendre. Déjà il s'avance sur la voie du compromis avec la bourgeoisie. Les travailleurs ne peuvent lui faire confiance. C'est pourquoi pour le 1^{er} tour nous avons proposé la candidature du camarade Krivine. Au second tour, il faudra alors mettre à la porte les bandits qui nous gouvernent depuis 16 ans. C'est pourquoi nous voterons sans illusion aucune pour Mitterrand.

Mais d'ores et déjà, il nous appartient de préparer l'avenir. Les acquis du Front Populaire furent arrachés à coup de grève, d'occupations.

Nous devons aujourd'hui préparer les lendemains électoraux. Les espoirs, cette volonté immense de lutte, nous l'exprimerons le 1^{er} mai dans la rue. Non pas dans une triste manifestation traditionnelle mais bien dans un cortège qui renouera des liens avec l'histoire du mouvement ouvrier, en se souvenant qu'en 1886, le 1^{er} mai, fut une journée de lutte que payèrent de leur vie des travailleurs américains.

TOUS DANS LA RUE

—1er mai—

FIDELE A SON HISTOIRE



1886 : Aux Etats-Unis, les travailleurs font du 1er mai une journée nationale de lutte pour l'obtention de la journée de 8 heures et la limitation du temps de travail. Le 3 mai à Chicago, la police tire sur ceux qui continuent la grève : 6 morts. Le lendemain : meeting de protestation, affrontements. La police arrête 6 militants syndicalistes, le juge les condamne à la pendaison. Le 1er mai devient la journée internationale des travailleurs.

1936 : Le premier mai tombe entre les deux tours des élections législatives. Au premier tour, le 26 avril la réaction a reculé. Les travailleurs sentent de grands changements à leur portée et veulent faire du 1er mai une journée de luttes, une journée « de combat et d'espérance ». Grèves, manifestations : ce le fut.

Et loin de nuire à la victoire électorale, cette mobilisation populaire la favorisa.

1969 : de Gaulle battu au referendum d'avril se retire. Le 1er mai coïncide avec le début de la campagne présidentielle. Pour ne pas troubler la trêve électorale, les directions syndicales annulent toute manifestation. Seuls, les révolution-

naires descendent dans la rue.

Cette année, Séguy, Maire, Marangé, appellent les travailleurs à désertier la rue, à faire du 1er mai une fête champêtre inoffensive à la Courneuve. C'est une insulte à la mémoire des martyrs de Chicago, à la tradition ouvrière, ce premier mai fétard et saucissonard. L'histoire du premier mai, n'est pas l'histoire d'une fête. L'Allemagne hitlérienne a fait du 1er mai une « fête » légale. Et si le 1er mai 37 fut décrété chômé par le Front populaire, c'est la loi du 12 avril 1941, sous Pétain qui voulut neutraliser le 1er mai en en faisant « La fête du travail et de la Concorde sociale ».

Pour nous, le 1er mai des travailleurs reste fidèle à son histoire. Jour de grève initialement, journée de rue, journée internationale de bataille contre les exploiters ! Et si, à l'origine du 1er mai, on trouve la bataille pour la journée de 8 heures, près d'un siècle plus tard, la semaine de 35 heures doit être un mot d'ordre central. Pour un premier mai de combat et d'espérance, qui rassemble les forces travailleuses avant les élections, et les organise pour les luttes post-électorales. !

lisez le

 **le quotidien**
rouge
journal d'action communiste

Pour organiser la campagne autour de la candidature Krivine, avec la meilleure efficacité militante, nous sommes dotés du *Quotidien Rouge*.

A partir de la semaine prochaine, le *Quotidien Rouge* paraîtra le samedi avec

un supplément. Pour la durée de la campagne, c'est-à-dire jusqu'au 20 mai, la publication de *Rouge hebdo* sera donc suspendue.

Les abonnés recevront le *Quotidien Rouge* spécial du samedi.



NOTRE CAMPAGNE

A travers la présentation d'un candidat, nous avons tenu, malgré les mécanismes électoraux propices à la personnalisation de la campagne et à la démagogie des programmes de circonstance, à exprimer la présence d'une organisation et d'un programme révolutionnaire

Cela nous paraît toujours plus que jamais nécessaire. Parce que la campagne de la gauche unie n'envisage pas la victoire possible de Giscard et Chaban, et s'abstient (pour cause !) de définir les tâches qui, pour le mouvement ouvrier, correspondraient à cette situation. Et parce que, si Mitterrand passe, il faudra que les travailleurs s'organisent, se mobilisent, pour obtenir par leurs luttes ce que Mitterrand ne s'annonce guère disposé à octroyer; il faudra faire face à l'appareil d'Etat bourgeois, à ses forces parallèles, aux nervis de l'UDR, amers de la perte du pouvoir, un patronat apeuré.

La candidature Krivine, la campagne que nous organisons autour, exprime donc un choix fondamental.

Lutte Ouvrière, par exemple, a fait un autre choix. Cette organisation a choisi de personnaliser au maximum la candidature d'Arlette Laguiller, de donner à ces apparitions télévisées, le caractère d'un show individuel, à multiplier les appels au vote avec des

affiches tels que « Votez Arlette Laguiller » (sans autre texte politique) et « Pour voter utile, votez le plus à gauche possible ! ». Il s'agit pour cette organisation de réaliser un score pour gagner une crédibilité électorale, une organisation qui obtiendrait 2 % des voix, devenant respectable aux yeux des travailleurs. Tout cela au prix de concessions électoralistes comme l'appel aux femmes à voter pour une femme.

C'est un choix discutable. D'autant plus discutable qu'il présuppose une certaine appréciation des luttes à venir.

Nous en avons fait une autre. En modérant la tournée de meetings Krivine, et les activités autour de son nom. En faisant de gros efforts pour sortir un *Quotidien Rouge*, instrument de polémique, d'éducation quotidien, un instrument qui organise ses lecteurs pour les préparer aux lendemains.

Nous avons choisi de faire de la télévision et de la radio, malgré les embûches du conseil constitutionnel, une véritable tribune des luttes ouvrières et populaires. En donnant la parole aux travailleurs, aux immigrés, aux femmes militantes.

Nous avons choisi de mettre l'accent sur les mobilisations (celle du MLAC le 20 avril), les luttes ouvrières, le refus de la trêve électorale, l'anti-militarisme, l'auto-organisation et l'auto-défense des

travailleurs. Nous l'avons fait, parce que mieux qu'un vote, ce sont les formes concrètes d'expression de la défiance et de la volonté des travailleurs face à l'Union de la Gauche. Parce que ce sont de solides jalons pour préparer les lendemains.

Nous appelons à voter Krivine au premier tour. Parce que ce vote prend d'autant plus de signification qu'il n'a pas d'utilité électorale immédiate. Il témoigne d'un accord avec nos idées, notre programme, d'un engagement à les défendre. Et il n'est pas indifférent que de nombreux travailleurs manifestent ainsi aux partis réformistes leur volonté de lutter et les moyens choisis pour le faire.

Mais nous savons aussi que de nombreux travailleurs qui voteront Mitterrand du premier tour, croyant voter utile, « pour que ça change », ne sont pas prêts à avaler n'importe quelles couleuvres. C'est eux que nous rencontrons dans les luttes, les manifestations, les comités Chili, les comités MLAC.

C'est eux, et bien d'autres encore, qui en manifestant le premier Mai, refuseront que la bataille internationale des travailleurs contre leurs exploités soit réduite à une fête champêtre, sous prétexte de l'imminence des élections.

MEETINGS FCR

PARIS

- Mardi 30 avril : 92 RUEIL 20 h, Ecole Jules Ferry : Les luttes ouvrières
78, St Germain, 20 h
Jeudi 2 mai : 92, Nanterre, 20 h, Ecole du Petit Nanterre : Les immigrés
Paris XVème, 20 h
Suresnes, 20 h
Ivry, 20 h
Houilles, salle municipale, 20 h 30
Vendredi 3 mai : Rueil, Ecole J. Ferry, 20 h : Les bandes armées du capital, voies de passage au socialisme
St Cyr, l'école, Préau Ecole J. Marie, 20 h
XIXème-XXème, meeting immigrés

JEUNESSE SCOLARISEE

- Mardi 30 avril : 16 h 30, fac de Créteil
Vendredi 3 mai : lycée Balzac, 16 h 30



MEETINGS F.C.R. VILLES

- Dimanche 28 avril : Rouen avec Alain Krivine et la participation de Djellali Kamel
Lundi 29 avril : Paris - Palais des sports Carcassonne
Mardi 30 avril : Lille avec A. Krivine
Bordeaux avec G. Filoche
Lorient
Cherbourg
Aix-en-Provence : 20 h 30 Palais des Congrès avec Y. Salesse
Mercredi 1er mai : Limoges avec A. Krivine
Jeudi 2 mai : Marseille avec Alain Krivine
Montpellier avec Jeannette Habel et la participation de Djellali Kamel
La Rochelle
Laval
Evreux
Strasbourg avec H. Weber
Romans
Bourges
Alençon
Vendredi 3 mai : Besançon avec A. Krivine
Le Mans : 20 h 30 Salle des concerts. Place des Jacobins
Rennes
Bourges
Lausanne
Brest avec G. Filoche

souscription

CCP - PARIS 4501/42
à l'ordre de Pierrette
Chenot.

La campagne des révolutionnaires, la bataille du « QUOTIDIEN ROUGE » nécessite de l'argent, beaucoup d'argent. Les révolutionnaires n'ont ni caisse noire, ni fonds secrets. Ils ne peuvent compter

que sur le soutien financier des travailleurs et des sympathisants. Engageons la bataille financière après la bataille politique.

OBJECTIF : 500.000 F

SOLDE ANTERIEUR30.525,02

Montpellier.....	975,00
Montpellier.....	200,00
Le Mans.....	100,00
Le Mans.....	175,00
C.B. Strasbourg.....	300,00
Rouen.....	1239,00
Caen.....	2002,40
R.M. Paris XVIII.....	100,00
Librairie Rouge.....	355,00
Le Mans.....	50,00
Alençon.....	150,00
Comité Rouge Paris XV.....	93,00
G. et J. Caen.....	120,00
M. et S. Versailles.....	70,00
Enseignants de Vendée.....	100,00
Le Mans.....	50,00
P. C. Aix.....	200,00
Cercle des diffuseurs du Puy (43)80	
D.P. Paris.....	250,00
Rennes.....	190,00
Fougères.....	50,00
L. T. Taverny.....	20,00
M. M. Paris.....	100,00
Dijon.....	340,00
Auxerre.....	765,00
R. M. Le Pecq.....	50,00
R. B. Strasbourg.....	100,00
S. R. Vanves.....	30,00
J-P. P. Bordeaux.....	50,00

TOTAL :38.939,42

soutenez
le "QUOTIDIEN ROUGE"
objectif:
50 millions d'a.f.



VOUS VERREZ LEURS BINETTES...



PASSAGES RADIO (FRANCE-INTER)		
Lundi 29 avril	19 h 30	A. Krivine (18mn)
Mardi 30 avril	12 h 30	A. Laguiller (9mn)
Vendredi 3 mai	19 h 30	A. Krivine (5mn) A. Laguiller (5mn)
PASSAGES T.V.		
Mardi 30 avril	13 h 05	A. Krivine (18mn)
Jeudi 2 mai	20 h 30	A. Laguiller (9mn)
Vendredi 3 mai	20 h 30	A. Krivine (5mn) A. Laguiller



LUTTES
OUVRIERES

LA CFDT ET LES ELECTIONS

CONCILIER L'INCONCILIABLE



Le Conseil National de la CFDT, après avoir approuvé à une grande majorité la position prise par le Bureau National en faveur de Mitterrand, vient d'adopter une résolution rappelant les objectifs revendicatifs prioritaires et un document précisant « les objectifs de transformation conduisant au socialisme démocratique et autogestionnaire ». Or, sur chacun des points essentiels, la position de la direction de la CFDT est contradictoire. Les révolutionnaires ont pour tâche de mettre à nu ces contradictions pour préparer la classe ouvrière au débordement du cadre réformiste de l'Union de la Gauche.

La position de F. Mitterrand, le candidat de la direction cédétiste, est claire : « Je suis persuadé que les syndicats procèdent à un examen sérieux et honnête de la situation, notamment de notre lutte contre l'inflation et que des poussées irréfléchies n'empêcheront pas la réussite de la politique qui nous engage tous ».

LA TREVE ?

Celle de Gaston Deferre, son futur premier ministre, également lorsqu'il dit : « Les communistes au gouvernement nous éviteront des troubles sociaux ». L'air est connu. « Produire, produire d'abord »... Et qu'en pense la direction de la CFDT ? Maire dans une interview au « Nouvel Observateur » semble dire le contraire. « Même avec un président de gauche, le pouvoir va continuer à appartenir au patronat. Nous aurons seulement de meilleures armes pour lutter contre lui ». Mais en même temps la direction de la CFDT n'appelle « ni à l'inaction, ni à l'activisme ». Au surplus ? Elle renonce à la manifestation du 1er mai. Elle revendique un minimum mensuel à 1500 F par mois, mais réclame tout de suite le SMIC à 1200 F ! Elle se prononce pour la réduction de la durée du travail à 40 heures sans perte de salaire, mais exige que la durée maximale soit de 46 heures ! Ce n'est pas ainsi, en faisant un demi-pas en avant, puis un pas en arrière, qu'on montre la voie aux travailleurs...

L'ECONOMIE DE MARCHÉ OU LA PLANIFICATION SOCIALISTE ?

Mitterrand, lui, est plus clair. Il a, à plusieurs reprises, répété qu'il n'était pas contre le profit. A une question d'Henri Weber, il a répondu (« Le Monde du 24 avril ») : « Je ne considère pas les détenteurs du capital dans la plupart des cas comme des ennemis et je ne considère pas qu'il faille considérer l'arrivée au pouvoir de la gauche et en particulier d'un président de la République de gauche comme l'organisation d'une sorte de guerre civile, serait-elle sociale. Nous sommes dans une économie de marché et il serait illusoire



d'imaginer que dans la France actuelle du Marché Commun, qui fait partie d'un certain monde occidental, dans un circuit d'échanges que chacun peut décrire, il soit possible d'imaginer votre 'grand soir' ».

Le document CFDT, lui, affirme : « L'importance du secteur socialisé doit être suffisante pour assurer le renversement global du rapport et permettre d'engager un autre type de développement fondé sur le besoin et non plus sur le profit ».

Mais l'économie ne peut pas fonctionner à la fois selon les règles du profit et du monde capitaliste, et selon les règles de la planification socialiste supposant l'expropriation de l'ensemble des grandes entreprises capitalistes.

Les 9 nationalisations en 5 ans de Mitterrand ne changeront rien à l'économie de marché. Réclamer leur mise en auto-gestion revient alors à réclamer l'auto-exploitation des travailleurs de ces entreprises afin de résister à la concurrence des entreprises privées !

LE COLLOQUE NATIONAL DE MARSEILLE SUR L'IMMIGRATION

Pennaroya, Girosteel, Renault. Les travailleurs immigrés entrent en lutte massivement dans les usines, mais aussi dans les foyers, dans les quartiers contre le racisme.

La bourgeoisie française était en retard, par rapport à ses amis européennes, dans l'encadrement administratif et policier et le contrôle économique de l'immigration. Elle met donc sur pied la circulaire Fontanet-Marcellin pour combler ce retard.

UNE CIRCULAIRE SCELERATE

Cette circulaire aboutit, dans les faits, à diviser les travailleurs immigrés en quatre catégories :

- ceux auxquels elle ne s'applique pas (accords de contrôle bilatéraux avec les pays d'origine : Algérie, Afrique Noire, Antilles et Réunion).
- ceux auxquels elle s'applique et parmi ceux-ci :
 - les « touristes », les « clandestins », les « sans-papiers », livrés par des trafiquants d'hommes au travail au noir, dans les pires

conditions d'exploitation.

- les travailleurs immigrés sous contrat de travail (1 an) qui sont obligés de rester dans le même département, et dans la même branche d'industrie, pour ceux qui auront « bien travaillé et fermé leur gueule », la récompense : la carte de travail.

C'est cela, que la circulaire Fontanet-Marcellin organise : les « sans-papiers » et les « sans contrats » sont le volant de main d'œuvre souple d'emploi et licenciable à la merci du patronat, à côté des immigrés avec carte de travail dont l'économie a structurellement besoin.

L'EXPERIENCE DE DIZAINES DE LUTTES D'IMMIGRES

Dès la mi-72 et jusqu'en juin 73,

les travailleurs immigrés partent en lutte contre le système mis en place par la circulaire Fontanet-Marcellin.

« Contrat de travail = contrat d'esclavage » ont-ils crié en masse dans la rue, au cours des luttes. « Nous ne sommes pas des esclaves, nous sommes tous des ouvriers ».

Isolés dans l'opinion, délaissés par les syndicats, ces travailleurs utilisent la seule et dernière arme de lutte qui leur reste : le chantage sur leur vie : la grève de la faim. « Nous mourons pour vivre » ont-ils écrit dans la salle où ils sont rassemblés.

Une vague de grèves de la faim s'étend au plan national : Valence, Aix, Marseille, Lyon, Lille, Paris...

Pour la bourgeoisie, un bon travailleur immigré est un travailleur immigré qui « travaille, travaille, et qui ferme sa gueule ». C'est pourquoi devant cette montée des luttes des immigrés, elle organise par officine fasciste interposée une campagne raciste : le meeting d'Ordre Nouveau à la Mutualité le 21 juin 73 ET SURTOUT LES ATTENTATS RACISTES A Marseille en septembre (11 assassinats) et en décembre (le consulat algérien).

Ce n'est plus alors leur condition d'« esclaves des temps modernes » mais leur vie qui est attaquée : le MTA (Mouvement des Travailleurs Arabes) lance un mot d'ordre de grève à Marseille et sur la région. La grève est très largement suivie par les immigrés arabes. Dans quelques entreprises, les syndicats appelleront à la grève les travailleurs français en solidarité.

Quelques jours après, à Paris, le mot d'ordre de grève est repris. Ceci, malgré les consignes d'attentisme, voire l'hostilité des syndicats et des amicales.

Dans leur grande masse, les travailleurs arabes, les plus touchés par le racisme, ont dit non aux attentats.

Cette démonstration de masse a stoppé (provisoirement ?) la vague raciste : la bourgeoisie française (et algérienne) redoute par dessus tout un départ massif des travailleurs arabes (la plus forte communauté dans l'immigration) : elle veut juste les intimider pour les faire rester tranquilles et pouvoir les déplacer à sa guise sur le marché du travail. Elle ne veut pas perdre cette masse de main d'œuvre.

C'est dans ce climat que la circulaire Gorce (qui complète la circulaire Fontanet-Marcellin) a été appliquée (au 31 octobre 73).

Capables de se mobiliser contre les attentats raciste, les travailleurs immigrés ne veulent pas entrer en lutte contre la circulaire Fontanet-Marcellin : les « sans papiers » se cachent...

Ce qui a changé aujourd'hui, c'est que, depuis deux mois, les luttes ont repris et c'est dans une situation d'offensive contre la circulaire que ce colloque de Marseille s'est tenu.

POURQUOI CE COLLOQUE ?

Avec des délégations d'ouvriers en grève dans les usines de la région marseillaise, avec des délégations venues de toute la France, et aussi de Belgique, de partout où des luttes de travailleurs immigrés se sont déroulées, le colloque s'est tenu. C'est une réunion de travail : bilan et perspectives des luttes.

Les participants se sont divisés en 7 commissions :

- la régularisation des « sans-papiers ».
- la commission « logement ».
- le problème de l'emploi dans les usines.
- le problème du droit à l'expression culturelle.
- la commission « information anti-raciste ».
- la commission « agressions racistes et auto-défense ».



LES CONSEILS OUVRIERS?

Le document de la direction CFDT préconise : « La création d'un Conseil d'entreprise composé de représentants élus par les travailleurs, à partir des différents établissements ou services » et « au niveau des établissements, des conseils d'établissement dont la composition sera identique à celle des conseils d'entreprise ». Justement, cette composition n'est pas précisée, mais il est affirmé que ce conseil doit être élu et responsable de sa gestion face aux travailleurs, qu'il doit être indépendant des sections syndicales « qui ne doivent donc pas être partie prenante des décisions de gestion ».

MAIS QUI AURA EN DERNIER RESSORT LE POUVOIR ?

La réponse de la direction de la CFDT est là parfaitement claire. Ce ne sont pas les conseils ouvriers coordonnés à l'échelle nationale, ce sera l'Etat bourgeois. « Si les travailleurs d'une entreprise demandent

majoritairement la socialisation de leur entreprise, ce débat public devra s'instaurer avec la collectivité publique territoriale concernée, la décision finale revenant aux instances politiques ». C'est à dire soit au Parlement national, soit aux « conseils politiques régionaux élus au suffrage universel ». Allende lui aussi affirmait qu'il respecterait la volonté du Parlement et refusait la convocation d'une Assemblée populaire représentant les cordons industriels et les commandos communaux.

De même, le document CFDT précise que, si le plan doit être le résultat d'un débat public, « pour être l'expression de la volonté générale, il doit être discuté et voté par le Parlement, au plan national, et par les conseils politiques régionaux ».

Quant à l'armée, certes le document affirme « la priorité à la possibilité réelle d'expression et d'organisation syndicale dans la police et dans l'armée », mais il en reste là, se contentant d'affirmer qu'« en aucun cas l'armée ne pourra se substituer au peuple comme garantie des institutions et de la légalité nationale ». Ce n'est qu'un vœux pieux. Quelle garantie se donne la CFDT pour que « si l'armée veut se substituer au peuple », le peuple puisse l'en empêcher ? Pas de réponse !

Ainsi, dans cette campagne, il y a deux projets réalistes :

- Celui de Mitterrand qui veut gérer l'Etat bourgeois pour maintenir la société de profit et qui le dit.

- Celui des révolutionnaires qui veulent abattre l'Etat bourgeois pour constituer la société socialiste et qui l'affirment.

Et puis, il y a le projet de la direction de la CFDT qui préconise des mesures suffisantes pour être intolérables pour les patrons, mais refuse de se donner les moyens de les leur imposer. Plus la lutte des classes s'aiguë, plus cette contradiction devra éclater. Maire, par ses déclarations sur Mitterrand et Piaget, a montré de quel côté il serait. C'est aux révolutionnaires de faire en sorte que les militants de la CFDT ne le suivent pas dans cette voie.

R. YVETOT



C.E.T.

Nous publions ci-dessous des extraits d'une mise au point du comité de lutte de Sceaux, après l'article sur les CET paru dans le dernier numéro de « Lutte Ouvrière », qui relate la coordination du 10 avril :

« L'entrée de la coordination du mercredi 10 avril était rigoureusement gardée par des gars des CET, afin de ne faire rentrer que des gars de CET. 52 CET y sont représentés. Salle comble. Salle comble pour les collégiens ? Non, elle est comble car il y a des dirigeants et des militants de LO qui bourrent la salle. (...) Le comité de lutte de Sceaux demande que la proposition d'un camarade de Sartrouville (« Que les camarades qui ne sont pas des CET sortent ») soit votée. Refus catégorique du copain qui préside la réunion. Un professeur de CET, militante de LO, va même jusqu'à dire que la coordination est transformée en réunion. Devant ce refus catégorique, une dizaine de CET sortent de la « réunion ». La

coordination finit dans un cafouillis monstre et 20 autres CET rejoignent les premiers. Tous ces bahuts appellent à une nouvelle coordination, le samedi 20 (...). M. J. Lievin, nous avons une version autre que la vôtre de la coordination du 20 avril : nous y étions. Nous vous rappelons d'ailleurs que la photo illustrant votre article a été prise en avril 73 au CET de Sceaux.

Le Comité de Lutte du CET de Sceaux appelle à la manif du 1er mai afin de faire voir que nous ne baissons pas les bras ».

Samedi 20 mars s'est tenue à Jussieu une coordination des comités de lutte des CET et lycées techniques. Plus d'une vingtaine de bahuts étaient présents. Après une brève discussion sur la répression et les mots d'ordre, ces comités ont décidé une agitation locale pour la liberté d'expression, contre les brimades et les sanctions. Des coordinations locales de ces comités doivent être mises en place.

la commission santé. Ce colloque a répondu à trois exigences :

- devant la remontée des luttes, la coordination, l'analyse et les bilans qu'on peut en tirer.
- la prise de conscience de l'unité des travailleurs immigrés, par delà les divers nationalités vers la constitution d'un Front des Travailleurs Immigrés.
- dans la situation politique française, la candidature symbolique de Djellali Kemal, porte parole de trois millions d'immigrés travailleurs à part entière, mais exclus de toute vie politique.

DES PROBLEMES NOUVEAUX

Les récentes luttes qui ont été menées ont fait apparaître des problèmes nouveaux :

- la grève de la faim des sans-papiers à Bruxelles a révélé la dimension européenne du problème des travailleurs immigrés : 12 à 14 millions d'immigrés en Europe capitaliste. Partout, les bourgeois ont instauré des systèmes de contrôle économique, administratif et policier, pour faire des immigrés des travailleurs vulnérables à la merci de leurs patrons. Le mot d'ordre « non au marché commun de l'esclavage » est directement sorti des luttes, et de l'écho qu'elles ont eu en Belgique même et au-delà, dans les communautés immigrées en France.
- la révélation du trafic d'hommes organisé des officines bénéficiant d'appuis internationaux (le trafic transite par la Belgique) et de la complicité de l'administration, organisent le recrutement dans les pays d'origine, d'une main-d'œuvre à qui elle promet le

paradis, et qu'elle fait rentrer clandestinement pour la livrer aux patrons sur le marché noir du travail.

C'est une enquête des travailleurs mauriciens, victimes de ce trafic à Troyes, qui a découvert le pot aux roses.

A Marseille, c'est un trafic de travailleurs turcs, avec la complicité de la préfecture des Bouches du Rhône, qui est actuellement soumis à une enquête des travailleurs eux-mêmes.

Là encore on mesure l'hypocrisie de la circulaire Fontanet-Marcellin, puisque ceux qui sont chargés de faire respecter son application organisent la fraude. (On sait que des circulaires officielles prévoient la régularisation des « sans-papiers » portugais, ce qui est contraire à la circulaire Fontanet-Marcellin. Sans doute le gouvernement français fait-il confiance à la PIDE (Police portugaise dans l'immigration) pour faire « fermer sa gueule » à l'immigrant portugais).

- le problème de l'unité des travailleurs immigrés : la grève de la faim du 9, rue Dulong, Paris XVIIIème a rassemblé dans la lutte trois communautés d'immigrés : Portugais, Mauriciens, Arabes. Malgré les difficultés de langue, de culture, l'unité contre la circulaire Fontanet-Marcellin s'est forgée. C'est une étape importante vers la constitution du « front des immigrés » qui devra s'ouvrir à toutes les nationalités immigrées en France. Les organisations des diverses nationalités qui soutiennent la candidature de Djellali Kemal marquent un pas en avant dans la voie de cette unité.
- enfin le succès (même partiel) de la grève de la faim de la rue Dulong a montré que l'on peut faire céder le Ministère du Travail, que

c'est bien par la lutte qu'on doit ébranler cette circulaire.

Un des problèmes sur lequel toutes les commissions ont buté, c'est le soutien des travailleurs français. Si c'est aux travailleurs immigrés de prendre en main leurs propres luttes en premier, celles-ci ne déboucheront que si l'unité de la classe ouvrière se réalise. L'est-à-dire si les travailleurs français comprennent que se battre pour les travailleurs immigrés, c'est renforcer l'unité de la classe, donc c'est être plus forts.

Au sein du colloque, nous étions un certain nombre à penser que c'est poser le problème des syndicats. La question est maintenant à l'ordre du jour des prochains débats.

SUR QUELS MOTS D'ORDRE FAUT-IL SE BATTRE ?

Il y a sans conteste un problème d'urgence en ce qui concerne les travailleurs immigrés sans papiers et sans contrat. Tous ont reconnu la justesse du mot d'ordre :

— sans papiers ou sans contrat vie d'esclave, nous voulons la carte de travail dès l'embauche !

Mais au-delà, devons-nous accepter un contrôle de l'immigration ?

Il faut voir que la circulaire Fontanet-Marcellin divise :

- les travailleurs immigrés entre eux (ceux à qui elle ne s'applique pas : Algériens, Africains Noirs, Antillais et Réunionnais) et ceux à qui elle s'applique).
- les travailleurs immigrés et les travailleurs français.

Un mot d'ordre qui unifie tous les travailleurs immigrés, de quelque

nationalité qu'ils soient, doit donc aller au-delà de l'abrogation de la circulaire Fontanet-Marcellin : ce doit être l'abrogation de tout contrôle de l'immigration. Accepter un contrôle (même « démocratique » comme dans le Programme Communiste) c'est :

- accepter une division de la classe ouvrière entre ceux qui seront contrôlés (donc plus vulnérables) et ceux qui ne le seront pas.
- accepter qu'une partie de la classe ouvrière n'ait pas les mêmes droits que l'autre, et notamment les droits politiques.
- refuser tout le sens du mot d'ordre : Travailleurs français, immigrés, une seule classe ouvrière !

DES PROPOSITIONS D'ACTION

La lutte contre la circulaire Fontanet-Marcellin continue : en utilisant la candidature symbolique de Djellali Kemal, est à l'ordre du jour une campagne nationale sur les travailleurs immigrés, autour des mots d'ordre :

— Nous voulons tous les droits que les travailleurs français ont arraché par la lutte.

— Halte au marché impérialiste de l'esclavage !

C'est sur ces thèmes que se dérouleront les manifestations des travailleurs immigrés le 1er mai.

Au cœur de cette campagne seront mis en avant les problèmes des travailleurs immigrés sans papiers, soumis au trafic du marché noir du travail. Partout où ce sera possible on aidera au regroupement des travailleurs sans papiers. Une coordination nationale des sans papiers à Aix se tiendra le 12 mai. C'est au cours de cette campagne que sera posée la question à Mitterrand (voir le Quotidien Rouge de mardi 22 avril) partout, dans les meetings, les assemblées de travailleurs...

Nestor Michelet



LUTTES
OUVRIERES

BRINKS

« CONVOYEURS MAIS PAS CONS » !

Brinks France, une société de convoyeurs de fonds. Une grève menée à l'appel de la CFDT, CGT et FO qui dure depuis le 28 mars. Rouge a interviewé des militants syndicaux qui participent à ce mouvement.

- Des ouvriers qui travaillent pistolet à la ceinture, ce n'est pas courant.

On a une apparence un peu spéciale puisqu'on est armés, qu'on porte un uniforme et qu'on voyage dans des fourgons blindés. En réalité, nous sommes des travailleurs comme les autres avec les mêmes problèmes...

- Lesquels par exemple ?

D'abord on voyage dans des véhicules insalubres qui tournent depuis une dizaine d'années : une cabine beaucoup trop petite pour trois bonshommes ; l'air qui n'est pas renouvelé, sauf au moment très court de l'ouverture de la porte. Les glaces sont blindées et ne descendent pas. Là dedans, on été, la température monte facilement à 60°, en hiver, par contre, on se gèle parce que le chauffage est défectueux.

Les horaires sont complètement décosus. Une journée on peut faire 12, 13 heures et même 15 heures et le lendemain on fait 7 heures. La direction se base sur une amplitude de 42 heures par semaine. Du coup, les heures de repas ne sont jamais régulières, la vie familiale est complètement perturbée.

- Est-ce qu'il y a des maladies professionnelles dans ce métier ?

Oui. Elles sont plutôt pulmonaires par le fait du manque d'air. La bronchite est un peu la maladie de la boîte. Un autre problème c'est le garage qui contient 120 véhicules (au lieu des 70 prévus). Et là il y a eu des intoxications par hydrocarbures. Chez certains collègues, on en a relevé des traces dans le sang. Il y a aussi — les véhicules étant assez inconfortables — des chauffeurs qui ont des douleurs dans le dos, qui souffrent de tassements de la colonne vertébrale.

- Il n'y a pas que des convoyeurs à la Brinks ?

Non, il y a aussi un deuxième service, le comptage, composé d'une certaine de femmes qui ont des salaires de 1320 F par mois à l'entrée. Elles doivent contrôler un certain nombre de sacs de monnaie ramassés dans des banques, avec le rendement et la surveillance des chefs. C'est ce service qui est parti en grève le premier, le 28 pour une question de salaire.

- Vous avez aussi des problèmes de surveillance ?

Oui. Nous avons des contrôleurs qui rappellent les gens à l'ordre pour des questions de tenue : un calot, une plaque, un bouton... Nous subissons une sorte de discipline militaire alors que nous sommes des ouvriers. Ceux qui ont ça sont d'ailleurs souvent des retraités de la préfecture qui ont déjà un salaire ailleurs.

- Comment a démarré le mouvement ?

Nous avons défini des propositions : 150 F d'augmentation pour tous, progression du pouvoir d'achat de 3 %, paiement à 100 % des jours de grève. Nous avons cherché à rencontrer la direction, mais depuis le 1^{er} avril, impossible d'avoir quoi que ce soit. Ils refusent de négocier. La direction a refusé le compromis qu'avait proposé l'Inspecteur du Travail. Et maintenant on est au 25^{ème} jour de grève.

- Les flics sont intervenus à plusieurs reprises contre vous. Pourquoi ?

Oui, ils sont intervenus 8 fois ! La direction a cherché à utiliser le fait que l'entreprise est sous sécurité pour appeler la police à l'esbrouffe : ils ont par exemple déplacé trois cars de police pour un trousseau de clé ! Ils ont fait appel aussi à la police vendredi dernier pour sortir les véhicules ; les collègues se sont alors assis et même couchés devant les roues pour pas qu'ils circulent. La police a finalement dégagé les grévistes. 10 minutes après, Brinks France la rappelait sous prétexte qu'on les empêchait de sortir du local. Quand les flics sont arrivés, on était en train de faire le « sandwich » du gréviste (on en sert un tous les jours avec une bière), si on voulait retenir des gens, on ne l'aurait certainement pas fait avec un sandwich dans une main et une bière dans l'autre !

- Vous avez d'abord occupé.

Ça a duré 48 heures. La direction est intervenue auprès du Ministère et de la Préfecture. Le tribunal de référés nous a mis en demeure d'évacuer l'entrée, le



sas de sécurité de la Brinks ». On a eu alors la visite de la police : commissaire municipal, commissaire du XIX^{ème}, avec en plus un représentant du préfet et un huissier !

- Est-ce que l'arrêt de l'occupation a porté un coup à la grève ?

Non. Chaque fois que les forces de police sont intervenues elles n'ont fait que renforcer la détermination des travailleurs à renforcer leur mouvement.

- Et la solidarité ?

Là il y a un problème. On parle beaucoup moins de nous en ce moment à cause des présidentielles. Ça fait des difficultés, parce qu'il y a ici sur le trottoir, des gars qui ont 5-6 enfants, et ça fait une charge assez importante. Nous organisons des collectes à droite et à gauche. En fin de semaine nous faisons une fête de soutien.

Nous savons que la direction peut payer. Son capital est passé de 67 à 74 de 700.000 F à 1 million 750.000, elle est passée aussi de 200 à 600 personnes dans la même période. Elle a les moyens.

Pour le comité de soutien, s'adresser à : Cahn
9 allée Ronsard
94 — Cachan

SOLIDARITE

Samedi 27 Avril

Salle des Fêtes de Pantin
104, rue Jean Lolive

Projection du film
« Coup pour Coup »
Présence d'artistes

Vente de bons de soutien

aux grévistes de Brinks

5 Francs

PALAIS DES SPORTS

POUR UN GOUVERNEMENT DES TRAVAILLEURS
NI TREVE NI COMPROMIS

lundi 29 avril
20 H 30



avec notamment :

Krivine

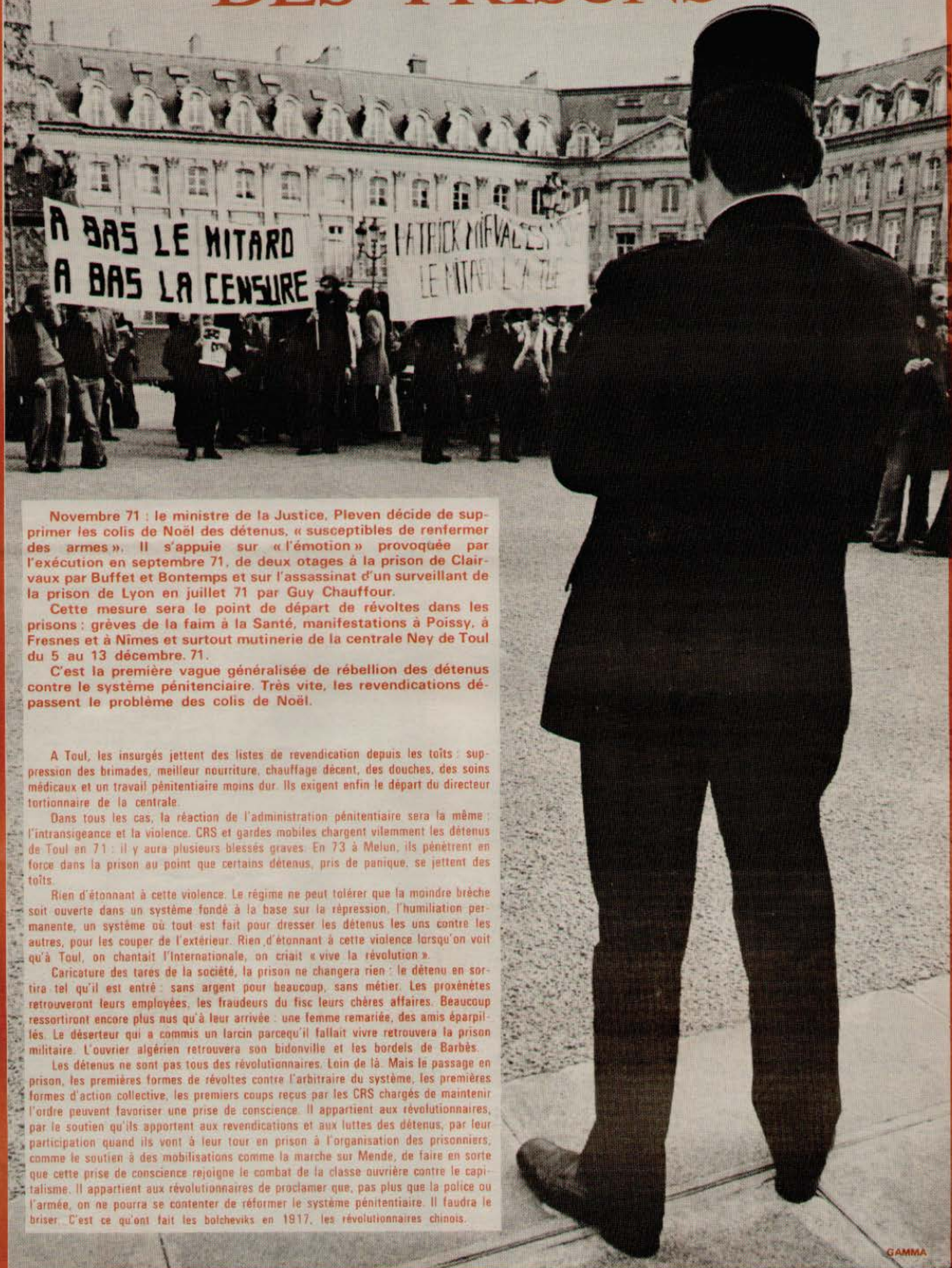
membre du BP du FCR

Jules Fourier, ancien député communiste
du Front Populaire, ouvrier maçon

Daniel Bensaïd, directeur du quotidien
Rouge

meeting du Front communiste révolutionnaire

LE CREPUSCULE DES PRISONS



Novembre 71 : le ministre de la Justice, Pieven décide de supprimer les colis de Noël des détenus, « susceptibles de renfermer des armes ». Il s'appuie sur « l'émotion » provoquée par l'exécution en septembre 71, de deux otages à la prison de Clairvaux par Buffet et Bontemps et sur l'assassinat d'un surveillant de la prison de Lyon en juillet 71 par Guy Chauffour.

Cette mesure sera le point de départ de révoltes dans les prisons : grèves de la faim à la Santé, manifestations à Poissy, à Fresnes et à Nîmes et surtout mutinerie de la centrale Ney de Toul du 5 au 13 décembre. 71.

C'est la première vague généralisée de rébellion des détenus contre le système pénitentiaire. Très vite, les revendications dépassent le problème des colis de Noël.

A Toul, les insurgés jettent des listes de revendication depuis les toits : suppression des brigades, meilleur nourriture, chauffage décent, des douches, des soins médicaux et un travail pénitentiaire moins dur. Ils exigent enfin le départ du directeur tortionnaire de la centrale.

Dans tous les cas, la réaction de l'administration pénitentiaire sera la même : l'intransigeance et la violence. CRS et gardes mobiles chargent violemment les détenus de Toul en 71 : il y aura plusieurs blessés graves. En 73 à Melun, ils pénètrent en force dans la prison au point que certains détenus, pris de panique, se jettent des toits.

Rien d'étonnant à cette violence. Le régime ne peut tolérer que la moindre brèche soit ouverte dans un système fondé à la base sur la répression, l'humiliation permanente, un système où tout est fait pour dresser les détenus les uns contre les autres, pour les couper de l'extérieur. Rien d'étonnant à cette violence lorsqu'on voit qu'à Toul, on chantait l'Internationale, on criait « vive la révolution ».

Caricature des tares de la société, la prison ne changera rien : le détenu en sortira tel qu'il est entré : sans argent pour beaucoup, sans métier. Les proxénètes ressortiront leurs employées, les fraudeurs du fisc leurs chères affaires. Beaucoup ressortiront encore plus nus qu'à leur arrivée : une femme remariée, des amis éparpillés. Le déserteur qui a commis un larcin parce qu'il fallait vivre retrouvera la prison militaire. L'ouvrier algérien retrouvera son bidonville et les bordels de Barbès.

Les détenus ne sont pas tous des révolutionnaires. Loin de là. Mais le passage en prison, les premières formes de révoltes contre l'arbitraire du système, les premières formes d'action collective, les premiers coups reçus par les CRS chargés de maintenir l'ordre peuvent favoriser une prise de conscience. Il appartient aux révolutionnaires, par le soutien qu'ils apportent aux revendications et aux luttes des détenus, par leur participation quand ils vont à leur tour en prison à l'organisation des prisonniers, comme le soutien à des mobilisations comme la marche sur Mende, de faire en sorte que cette prise de conscience rejoigne le combat de la classe ouvrière contre le capitalisme. Il appartient aux révolutionnaires de proclamer que, pas plus que la police ou l'armée, on ne pourra se contenter de réformer le système pénitentiaire. Il faudra le briser. C'est ce qu'ont fait les bolcheviks en 1917, les révolutionnaires chinois.



caricature de la société

Clairvaux, Toul, Melun, Lyon, autant de noms qui évoquent l'état d'esprit qui règne aujourd'hui dans les prisons : la révolte. Il en aura fallu des actes de désespoir, des cris pour que les ministres daignent mettre sur le papier des mini-réformettes. La plus récente accorde aux détenus le droit de posséder une montre et un mini-cassette. Celle de 72 affectait de s'intéresser « aux problèmes humains que pose l'univers carcéral ». Et pourtant l'année 73 devait être celle des suicides.

Si toutes les prisons sans exception sont des lieux de solitude et de désespoir, elles ne forment pas, aux yeux de l'administration, un bloc uniforme. Il faut distinguer maisons d'arrêt de centrales et prisons civiles de prisons militaires.

LES STRUCTURES PENITENTIAIRES

Dans les maisons d'arrêt dont les plus « renommées » sont la Santé, Fresnes, Fleury, on ne trouve que des « délinquants légers » et des prévenus « en attente de procès ».

Dans les centrales (Melun, Clairvaux, Amiens, Mulhouse), au contraire, les prisonniers purgent de lourdes peines (plusieurs années).

Catégories à part, enfin, les forts ou prisons militaires (Landau et Aiton) dépendant exclusivement de la justice de l'armée. Elles sont entourées d'un mur de silence parfois brisé par des témoignages qui en disent long sur les conditions atroces de détention.

Bien sûr, les conditions changent d'une prison à une autre, selon les gardiens, le directeur, mais l'on insistera jamais assez sur le fait que, malgré leurs différences, les pénitenciers sont tous calqués sur un modèle : la société de dehors.

LA JUSTICE AVEUGLE

Lien entre l'extérieur et l'intérieur : la justice. Ce sont les magistrats qui décident de la suppression de liberté d'un individu. Désormais, la fameuse cécité de la justice fait parti du folklore moraliste du capitalisme. Denis Langlois, dans les *Dossiers Noirs de la Justice* démontre, preuves à l'appui, qu'argent et bonne naissance valent bien mieux que le meilleur alibi. Deux exemples : un vagabond parisien vole 10 bouteilles vides une nuit. Verdict : 4 ans ferme. Henri Girard, accusé d'avoir

détourné 200 millions de francs, est condamné à un an avec sursis puis sera amnistié. Quoi d'étonnant à ce que les prisons reproduisent exactement le même schéma d'inégalité sociale, d'exploitation par le travail.

LES PRISONS DE CLASSE

Premier point non négligeable : chez les 33.000 prisonniers, on trouve une forte proportion d'ouvriers, paysans et salariés pour qui le moindre vol équivaut à des mois et des années de privation de liberté. Et cela est très vite accentué par le mode de fonctionnement de la prison.

En tôle, la nourriture est infecte. A base de féculents, elle entraîne une sous-nutrition responsable de décalcification, tuberculose, etc. Un moyen d'y remédier : la cantine. On peut y acheter des plats cuisinés, des cigarettes, etc.

Inutile de préciser que celui qui ne reçoit pas d'argent de l'extérieur est condamné à bouffer l'« ordinaire ». Même en Centrale, où les détenus travaillent, les salaires (50 centimes à 3 F par jour) ne permettent guère des folies alimentaires.

En prison, ceux qui sont « assistés » sont en règle général les caïds et les maquereaux. Ils font la loi, décident même parfois des « punitions », « des exécutions ». Ils ont également les moyens d'acheter les gardiens et de se procurer des denrées interdites comme l'alcool, le café.

LES BAGNES USINES

En Centrale, le désespoir engendre le désespoir. Aussi beaucoup de détenus travaillent (quand ils n'y sont pas forcés). Les requins de l'industrie se bousculent pour acheter une telle main d'œuvre. Pensez donc : des salaires inférieurs à 120 F mensuel, des

horaires de douze heures. Une aubaine pour un patron. Pas de grève à craindre. Des contre-maîtres tout trouvés, qui font intervenir le système de concurrence... « Dans la cellule 124 on travaille plus vite que vous ».

Les travaux effectués sont ou abêtissants ou dangereux. Toul est spécialisée dans l'ébénisterie, Clairvaux dans l'imprimerie, Fleury dans le polissage de pare-chocs. Il y a aussi tous ceux qui collent des étiquettes, fabriquent des boîtes de carton, empiètent des cornichons pour des salaires ridicules :

- enfilage d'étiquette : 2,50 F le 1000,
- montage de poivrières : 2,25 F le 1000,
- montage de pincés à linge : 1,75 F les 1200,

(le travail dans les prisons : Martineau et Carasso).

Parmi ces négriers, signalons Peugeot, Citroën, Danone, Poivrossage.

DIVISER POUR MIEUX REGNER

L'administration pénitentiaire poursuit un but : briser l'homme ou la femme qu'elle tient entre ses griffes, ces êtres dont le sinistre Le Corno, directeur générale de l'administration disait : 32.000 chenapans pour lesquels on se fait un peu trop de soucis. Pour cela plusieurs moyens : d'abord briser tout sentiment de collectivité. Tous les six mois environ, les cellules sont dispersées afin qu'il n'y ait aucune complicité entre les détenus. Notons que les prisons sont les seuls lieux où des textes écrits, de nature raciste, existent. C'est tellement facile de monter plus bas que l'autre : les « crouilles ou les négros » entre autres.



Enfin, il y a les « classés », qui occupent des situations : coiffeur, plombier, etc... Intermédiaires entre les détenus et l'administration, ils ont certains privilèges (libre circulation dans la tôle) tout en touchant un salaire de misère.

L'irresponsabilité est l'un des éléments majeur de la vie dans les prisons. Il arrive souvent que les directeurs de prisons, les seigneurs des bagnes prennent à témoin les psychiatres dont les rapports expliquent que l'âge mental du détenu moyen est le même que celui d'un enfant de dix ans. Ce que ne disent pas ces messieurs, c'est que le détenu, à moins qu'il ne fasse des esclandres qui peuvent lui coûter cher, n'a pas les possibilités de suivre des études. Comment se concentrer, réfléchir, alors que la plupart des cellules comprennent trois voire quatre lits. Et les lectures en prison, pourquoi ne pas en parler. Le Pèlerin est l'un des journaux les plus diffusés dans les tôles, ainsi que le Chasseur Français. Paris Match est l'une des revues les plus politisées. C'est tout dire sur le bagage intellectuel que l'administration offre aux prisonniers. Quant aux livres, rassemblés dans la bibliothèque, ils ne pêchent pas par intellectualisme : Des Cars, Lartéguy, etc.

C'est donc à l'inaction téléguidée qu'est condamné le prisonnier, inaction où tout est pris en main par les matons, inaction qui détruit peu à peu l'homme ou la femme incarcéré, inaction ou abrutissement qui laisseront le détenu désarmé à sa sortie de tôle.

LA REPRESSION

La transition entre la vie normale et la prison est la période la plus dure. En 73, 23 des 42 suicidés ont eu lieu pendant les premiers jours. L'impression d'asphyxie, de solitude, de brutalité est telle qu'un certain nombre de prisonniers est poussé vers la mort. La plupart du temps, on s'habitue tant bien que mal. Il faut baisser la tête, hiberner, sinon gare au mitard. Le cachot, survivance du Moyen Age, existe dans tous les pays d'Europe. Mais c'est en France que la durée de cachot est la plus longue : jusqu'à 90 jours.

Dans certaines centrales, ce sont des oubliettes au sens réel du mot. A Fontainebleau, l'humidité sainte, il n'y a pas de chauffage. C'est là que les matons fourrent l'homme qui leur a déplu. Il s'en suit un isolement atroce qui arrive à rendre certains complètement fous. Pendant 14 heures, il faut tourner en rond dans sa cellule car il est interdit de s'asseoir.

Le mitard est d'ordinaire accompagné de brutalités des matons. Et encore brutalité n'est qu'un doux euphémisme. Mirval à Fleury l'a payé

CREPUSCULE DES PRISONS

de sa vie. Qui ne se souvient à la Santé de Nennesse, le maton frappeur dont la principale activité était de cogner des détenus au hasard. Et puis il y a la poignée de sel jetée dans la soupe, les fouilles répétées, les brimades gratuites, et le fameux colis de Noël supprimés.

Cet arbitraire est couvert par les structures pénitenciaires. « On pourrait arranger cet état de choses si Le Corneo ne couvrait pas les coups », disait un directeur de prison. Le prétoire, tribunal interne qui décide des peines de mitard est dirigé par le directeur sans qu'aucun avocat ne puisse défendre le prisonnier.

Pire à Mendes, où il y a plus de gardiens que de détenus, les matons déchirent les lettres adressés au Garde des Sceaux. Tout cela, les détenus le savent et lorsque la coupe déborde, qu'une mutinerie éclate, toutes ces haines explosent au grand jour. Ce qui n'a jamais été dit, c'est le calvaire qu'ont subi Buffet et Bontemps après le double assassinat de Clairvaux, durant des journées et des nuits interminables, alors qu'ils étaient grièvement blessés, les matons les ont fourré au mitard, déshabillés et matraqués sans qu'ils aient la possibilité de s'asseoir. Est-ce que l'administration n'était pas au courant de la ceinture de contention, des moeurs de sadique de beaucoup de gardiens.

Réaction normale : beaucoup de détenus ont des rapports homosexuels : quelques années de détention occasionnent bien souvent des troubles sexuels qui parfois vont jusqu'à l'impuissance.

Quelle hypocrisie chez ces législateurs qui interdisent les revues pornographiques et l'homosexualité.

Pendant des années des hommes, des femmes sont réunis sans avoir la possibilité de rencontrer des personnes de l'autre sexe.

Trait d'union entre les grands et le prisonnier, le gardien joue souvent un rôle de tampon. Victime à sa manière du système, il sort souvent de couches sociales défavorisées. Ses conditions de vie ne sont guère enviables. Ainsi à la Santé, plusieurs matons logent dans d'anciennes cellules. Le besoin, pour eux, de se sentir supérieurs à ceux qu'ils gardent, le fait d'être dans cet univers clos, les amènent aux pires atrocités.

Eh bien, le mitard est au bout de ces actes, il y a parfois des exceptions : ainsi à Fleury, un gardien se délectait devant les ébats des détenus.

Le résultat de cet enfer, c'est la récidive : 50 % des 100.000 Français qui passent chaque année en prison y retournent peu après. Il est inutile d'insister sur les stigmates que laissent ne seraient-ce que quelques mois dans cet univers.

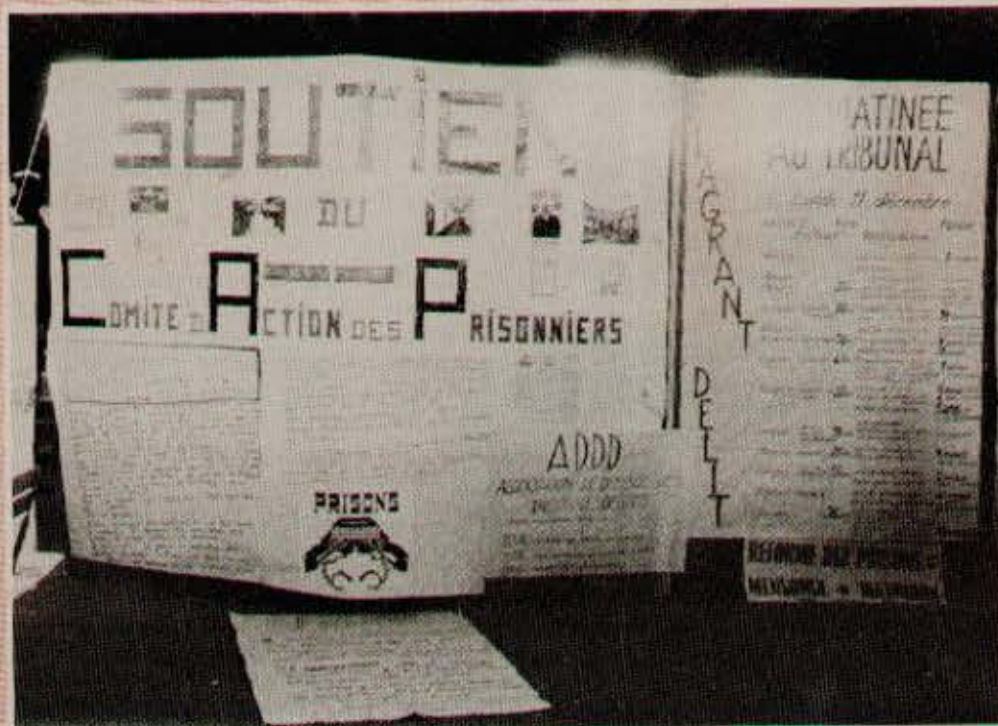
Mais, aujourd'hui, les choses changent : les révoltes ont signifié pour l'administration la fin d'une certaine façon de l'individualisme. Les prisonniers ont montré, en se révoltant, qu'ils n'étaient pas ces hommes à l'esprit de dix ans, incapables d'agir. Du point de vue des progrès accomplis, les révoltes de Toul, Clairvaux ont fait plus qu'un siècle de misère en silence.

Ceci dit, soyons clairs. Pas plus que l'armée ou la police, il ne s'agit de réformer les prisons. Il faudra, le jour venu, les détruire. Il y aura alors 1000 Bastilles à faire disparaître.

Si nous devons appuyer les revendications actuelles des prisonniers quant à leur statut professionnel, leurs conditions de vie, aucune concession ne doit être faite. Il n'existe pas de bonnes prisons. Calqués sur le système capitaliste, elles en sont la caricature.

IL FAUDRA LES DETRUIRE !

Falcone



interview du C.A.P.

Décembre 1972, des détenus sortis de prison créent le Comité d'Action des Prisonniers et un journal qui porte le même nom.

Leurs revendications :

- Suppression du casier judiciaire
- Suppression de la peine de mort
- Suppression de l'interdiction de séjour
- Suppression de la prison à vie
- Suppression de la tutelle pénale
- Suppression de la contrainte par corps
- Réorganisation du travail en prison — Salaire minimum égal au SMIC
- sécurité Sociale pour la famille — Certificat de travail à la sortie
- Généralisation de la formation professionnelle, durant la détention
- Droit au parloir et à la correspondance libres,
- Droit de recours et de défense des détenus devant l'administration pénitentiaire (prétoire, libération conditionnelle, mesures de grâce, etc.),
- droit d'association à l'intérieur des prisons
- Suppression de la prison

Le C.A.P. se fait l'écho des luttes des détenus, donne la possibilité aux détenus de s'organiser et d'agir, dénonce ce système carcéral qui produit MENDE, qui permet l'assassinat de Patrick MIRVAL.

Mais laissons la parole à deux animateurs du C.A.P. : Serge LIVROZET, matricule 1886 Melun et Jean LAPEYRIE matricule 16904, la Santé.

- Comment s'opère la prise de conscience des détenus ?

Serge : Cette prise de conscience est accidentelle. C'est justement pour ça qu'on ne peut la synthétiser. Mais on commence à savoir ce qu'il faut faire : on a fait un journal, on essaye de mobiliser les familles. Elles sont sensibilisées parce qu'elles ont quelqu'un en tête, et pour elles on essaye de sensibiliser à l'intérieur. On essaye de montrer que la solution égoïste consistant à voler pour soi n'est pas la solution : pas plus que l'ouvrier qui joue tout seul son tiercé le dimanche. On lutte contre tout ce qui se présente comme des solutions individuelles. Après on n'a plus qu'à attendre. C'est long, très long. D'autant plus qu'il y a la censure du courrier, que l'introduction de journaux est récente et encore limitée. Il faut sortir les taulards de leur situation d'aliénation totale voulue par le système.

Jean : Nous sommes persuadés que la seule formule, c'est de créer des moyens d'information spécifiquement taulards. La prise de conscience se fait en taule, pas à la sortie. Mais voir que des anciens taulards continuent à agir après leur libération, ça fait avancer les choses.

Serge : il faut bien distinguer deux niveaux dans la révolte. Le premier, c'est vouloir faire sauter la taule parce qu'on est dedans. Ça ne suffit pas. Vouloir la faire sauter quand on est dehors, ça c'est la prise de conscience, parce qu'on se demande pourquoi la

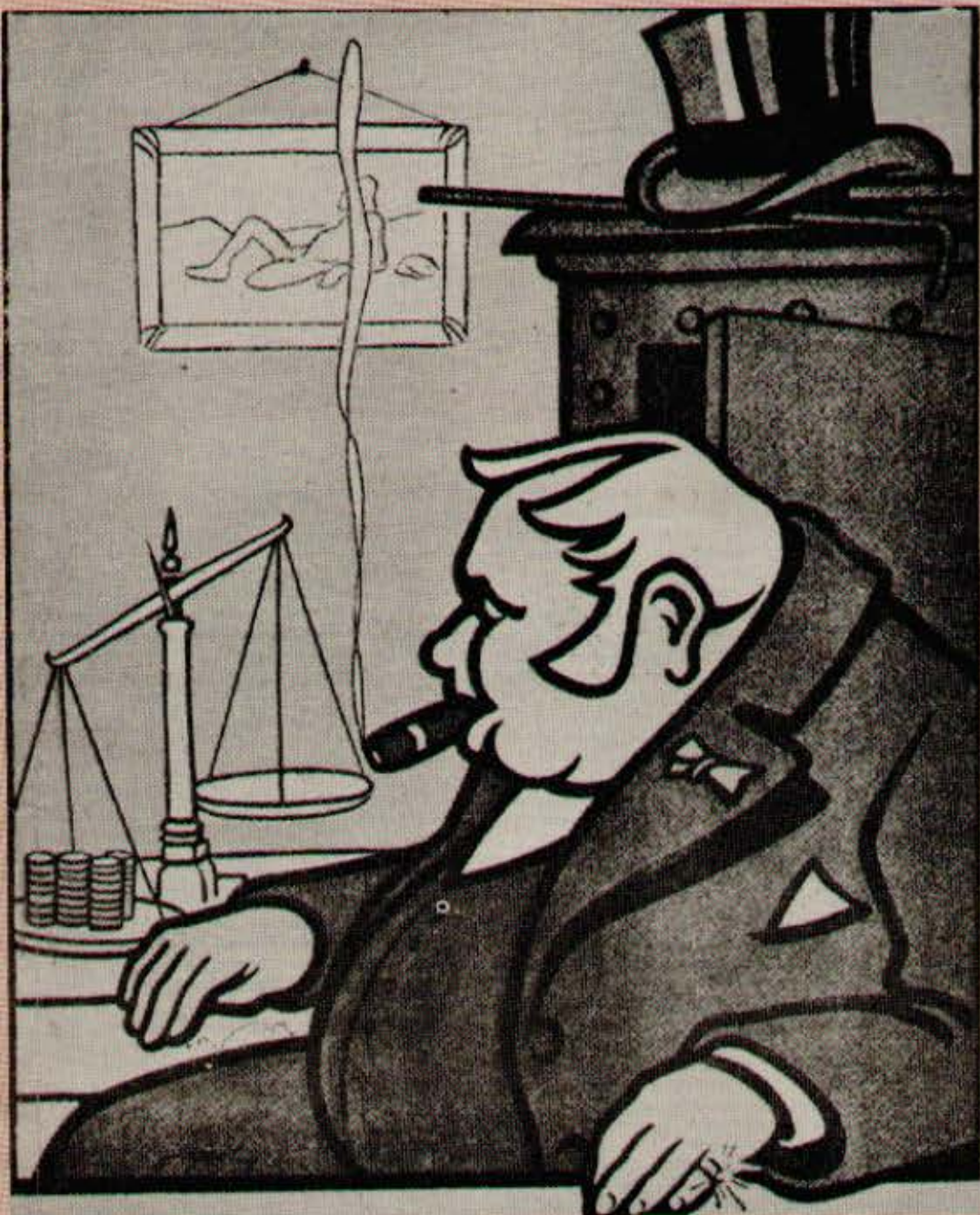
faire sauter. Ala limite, ça ne nous intéresse pas d'ouvrir toutes les portes des prisons. Encore faut-il que les gars soient politiquement prêts.

- Peut-on faire l'assimilation détenu égal opprimé égal révolutionnaire en puissance ? C'est en effet une tentation qu'ont eu certains courants après mai 68, à l'occasion des grands révoltes.

Serge : La révolte a toujours existé en prison. cCe qui est nouveau, et ça date d'après 68, c'est qu'on commence à en parler, à la populariser à l'extérieur. Avec le danger — qu'ont connu certains intellectuels — de considérer qu'être détenu, c'est un vertu.

Si on va en prison, c'est qu'on a voulu vivre différemment de la classe à laquelle on appartient, s'en échapper. Le plus souvent ce sont des ouvriers qui fuient ainsi leur propre classe, essaient de d'en sortir seuls. Toujours comme le gars qui fait son tiercé. C'est comme ça que le type, au départ, fera l'effort de bien s'habiller, de vivre sur un grand pied.

Il faut que la population comprenne que tout repose sur la nécessité d'un combat collectif. Tous les gars sont à l'origine des révoltes, chez qui il y a en puissance l'esprit révolutionnaire... Ou le risque inverse de récupération, d'intégration. Il faut lutter contre le réflexe primaire : s'en tirer individuellement, contre une certaine idée que tout ça c'est un jeu, avec ses règles, ses gagnants et ses perdants.



SUITE

Jean : L'idée qu'il faut s'organiser est vieille. Ce qui est nouveau, et ne s'est jamais fait, c'est créer quelque chose à l'extérieur.

Serge : Moi j'avais ouvert les yeux avant Mai 68. Mais ce qui est sûr, c'est que le CAP n'aurait pas rencontré avant mai l'écho qu'il a aujourd'hui. Ce qui est nouveau, c'est de poser le problème des délinquants en termes marxistes, révolutionnaires. Avant 68, c'était en termes de charité, d'humanisme. Après, on s'est demandé : qui va en prison, pourquoi il y va, comment il y va.

• N'y a-t-il pas là un risque d'offrir un alibi à certains en disant « tout détenu est politique » ?

Serge : Le problème de l'alibi existe, lorsque le gars n'est pas politisé. Mais aujourd'hui, je peux dire : oui, j'ai voté, et je sais pourquoi. Je ne me considère pas comme coupable.

• La révolte et la prise de conscience des détenus est un phénomène international. Comment le CAP s'y intègre-t-il ?

Jean : Sans fausse modestie, l'exemple du CAP est maintenant repris en Belgique, en Allemagne. On reçoit même des lettres des USA. Le CAP est en effet un des seuls exemples (il y en a aussi en Italie) de mouvement radical d'organisation des anciens détenus, qui dépasse les solutions humanistes.

On vient de créer la première internationale des détenus, avec la Belgique, le Canada et la Suisse !

• Comment s'est créé le CAP ? Que fait-il ?

Serge : Le cap s'est créé virtuellement à la Centrale de Melun. C'était le début de la prise en charge des détenus eux-mêmes. Le GIP (Groupe Information sur les Prisons) avait été d'une utilité incontestable. Mais composé exclusivement d'intellectuels, il était coupé des détenus, et devenait dépassé.

Jean : L'essentiel aujourd'hui c'est de se battre pour les moyens d'information : on a sorti le journal. Après le n° 4, on a commencé à le vendre aux portes des prisons. C'était là une étape décisive. AUJOURD'HUI IL Y A UN CAP devant chaque taule. On fait des panneaux en blanc, où les familles peuvent écrire. On se fait systématiquement embarquer par les flics, mais on continue ! On intervient aussi pendant des procès, en popularisant une défense de rupture, qui refuse à admettre tout sentiment de culpabilité et de regret du prévenu. On l'a fait pour mon procès et celui d'Ange Rault.

Serge : On est sans cesse en butte à la répression, devant les taules, à Mendé. Mais on fait très gaffe qu'il n'y ait pas de bagarre, pour ne pas accrédi-ter l'image de marque détenus égalent cogneurs qu'on voudrait nous donner.

Jean : Dans les taules, on soutient et on s'efforce de susciter l'organisation des détenus. Mais jamais nous n'imposons telle ou telle forme d'organisation, telle ou telle action. C'est aux détenus de décider. Le CAP, par ses moyens d'information, peut lui offrir une garantie.

• Quelle est votre attitude vis-à-vis des matons ?

Jean : Ce n'est pas le vrai problème. Avant tout il y a la prison. Avec les matons, même chose qu'avec les flics : on s'efforce de leur donner mauvaise conscience, de leur rappeler leur origine paysanne et ouvrière. Il y a bien sûr des salopards, qui font de la surenchère : ceux là, on fait tout pour les dénoncer.

• Quelle est votre attitude envers le syndicat de la Magistrature, dont l'existence traduit une certaine crise de l'institution judiciaire ?

Serge : Nous refusons toute connivence avec les magistrats, qu'ils soient au syndicat ou non. C'est comme si le

Front Communiste signalait un communiqué de presse avec un patron, même progressiste. Mais nous disons à ces juges : continuez dans le sens de la dénonciation du système, tout ce qui peut saper les bases de classe de la justice est positif. Simplement, on se répartit les tâches !

• Que dites-vous à un détenu qui sort de taule, et vient vous trouver simplement pour avoir du fric et un lit ?

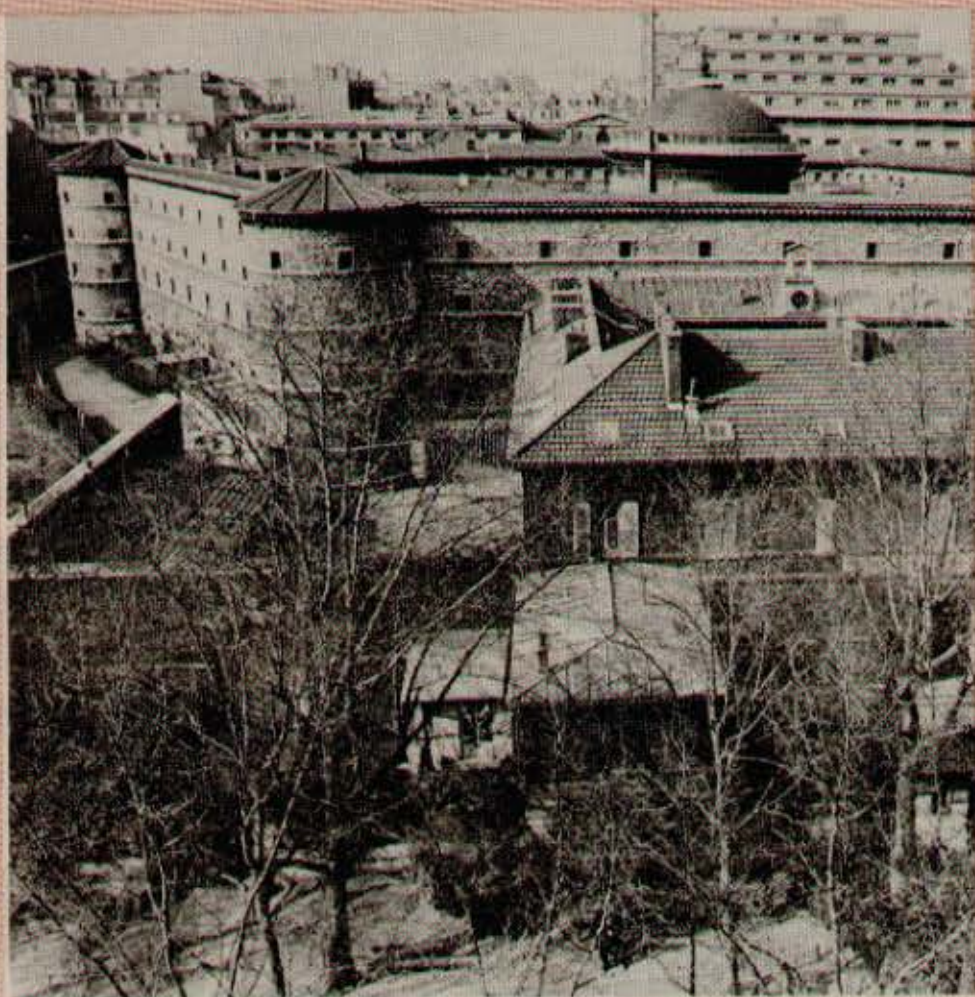
Jean : On lui dit, viens lutter avec nous. Je lui propose d'aller lutter dans un foyer d'anciens détenus, d'y organiser un CAP, de préparer un travail collectif.

Serge : On ne rivalisera pas en charité avec des organisations déjà existantes (souvent religieuses). Ce que nous nous efforçons de regrouper, ce sont des camarades de combat.

• Et si un gars vient vous voir pour « faire un coup » ?

Jean : Je lui dirai que c'est son affaire, pas celle du CAP.

Serge : On est contre que le CAP s'engage dans des actions illégales. Le pouvoir serait bien trop heureuse. Maintenant, qu'à titre individuel, des gars veuillent récidiver, c'est pas à nous de les juger...



ATTICA : UN FILM SUR LA REVOLTE DES PRISONNIERS AMERICAINS

■ Du 9 au 14 septembre 1971, les prisonniers de la prison d'Attica, dans l'Etat de New York, s'insurgent, s'emparent d'une partie de la prison, organisent leur vie collective, ils veulent protester contre les conditions dégradantes de leur détention.

Réponse de l'administration pénitentiaire R.E.P.R.E.S.S-I-O-N : 43 morts, 200 blessés. La plus grande tuerie aux USA depuis la guerre civile ! Le film de Cinda Firestone est composé de divers documents filmés :

— 1) Les travaux de la commission officielle sur les « événements » filmés par une chaîne nationale de télévision.

— 2) Des films de T.V. sur les conditions de détention à Attica.

— 3) Des entretiens avec des prisonniers, libérés depuis ou encore en prison.

— 4) La rébellion filmée par deux cinéastes noirs de la télévision de Buffalo à la demande des prisonniers.

— 5) L'assaut final filmé par la police.

Film militant, exemplaire qui, aux Etats-Unis, servira à aider la mobilisation avant et pendant le procès d'Attica qui devait avoir lieu le 20 mars mais qui est reporté au début de l'été. Car la justice américaine fait passer en procès les 70 prisonniers catalogués comme « meneurs » et elle blanchit les vrais responsables : l'administration pénitentiaire et la police, responsables des conditions exécrables de détention et responsables du massacre lors de l'assaut.

Film à voir et à faire projeter partout car il permet de faire connaître la révolte des prisonniers américains, même révolte qu'à Toul, Nancy, Melun, réprimée avec la même sauvagerie, la même violence dans l'indifférence quasi générale...

P.S. :

Projeté à Paris au Studio de la Harpe, rue St Séverin.

■ la semaine prochaine dans ROUGE, un éditeur de l'éducation surveillée témoigne sur cette prison cachée : le dépôt du Palais de Justice de Paris. Sa fonction : les conditions de détention. Comment on y est traité. Comment les mineurs y sont traités.

Pour se renseigner, Pour soutenir l'activité du C.A.P., écrire au C.A.P., 15 rue des trois Frères 75018 PARIS Envoyez du fric au CCP

COMMUNIQUE DU FRONT DES ARTISTES PLASTICIENS

Le Front Des Artistes Plasticiens (F.A.P.) constate que l'esprit des rubriques culturelles de gauche ne permet pas au lecteur de concevoir l'existence de luttes dans le milieu culturel. Ceci dans le temps même où elles ont besoin de s'exprimer hors de ce milieu. Se contenter de décrire des œuvres d'art ou le pittoresque d'un artiste et refuser de parler des conditions de vie des individus qui sont à la base de la création artistique, c'est à la fois soutenir inconditionnellement la spéculation et maintenir le marché de l'art hors du contrôle des artistes.

QU'EST-CE QUE LE F.A.P. ?

Le F.A.P. EST COMPOSÉ D'ARTISTES PEINTRES, GRAVEURS, SCULPTEURS, ETC.

Le F.A.P. est un groupe de réflexion sur les professions artistiques et une organisation de défense des individus la composant.

Pour son objectivité, le F.A.P. se refuse à toute querelle d'esthétique ou de vedettariat. Il n'a ni palais ni porte-parole officiel.

Les objectifs de réflexion du F.A.P. portent sur :

- le marché de l'art et sa sélection
- les conditions de création
- la situation des artistes dans la société et leurs rapports avec le public
- les relations avec les organisations politiques, leurs liens avec les luttes.

POURQUOI PUBLIONS-NOUS CE TEXTE MAINTENANT ?

D'abord, parce que le travail de réflexion poursuivi pendant ces dernières années est suffisam-

ment avancé et qu'il demande à être énoncé hors du langage des spécialistes et diffusé hors du milieu artistique pour qu'il puisse se poursuivre de manière vivante. Ce travail de réflexion a déjà permis aux artistes de s'opposer concrètement aux décisions du pouvoir, révélant ainsi sa propre intolérance, notamment :

— A l'exposition Pompidou 1972 : mariage des artistes qui manifestaient contre l'art au service du prestige du régime

— A la Cité Fleurie (1972) : expulsion et arrestation de 12 artistes qui s'opposaient à la démolition de la Cité par les spéculateurs immobiliers en occupant deux ateliers vides

— Sur le problème de la CAVAR (caisse de retraite pour les artistes, comme si un artiste s'arrêtait de peindre à soixante ou soixante-cinq ans !), en s'opposant à la hausse-vente par huisseries des biens des artistes ne se soumettant pas au partage de cette caisse bâton qui est sans réalité avec leurs besoins.

— Les artistes du F.A.P. SONT ÉGALEMENT POURSUIVIS EN JUSTICE POUR LEURS PRISES DE POSITION CONTRE LE RACISME.

Ensuite parce que, quel que soit le résultat de la grande « magouille » des élections présidentielles, quel que soit leur futur ministre des Affaires Culturelles ou la dimension de leur musée du plateau Beaubourg, les problèmes réels des individus et leurs conditions de vie doivent enfin être abordés et résolus.

Ces solutions ne peuvent venir que des artistes avec l'appui du public.

Les artistes composant le F.A.P. ne se posent pas le problème de la nécessité de vendre ou de ne pas vendre leurs œuvres. Les nécessités de vie d'un artiste pour poursuivre son œuvre sont évidentes et il est normal et nécessaire que les moyens lui en soient fournis par son travail même.

La recherche de chacun étant respectée, les

questions ne se posent que sur la diffusion et le marché de l'art.

Dans le schéma actuel, c'est le marché qui commande. Il n'a besoin que de quelques vedettes correspondant à la demande de la clientèle autant sur le choix esthétique que sur la quantité des œuvres produites.

Pour cela un grand nombre d'individus, par le truchement de l'enseignement de l'art, entrent dans une course concurrentielle.

L'artiste retenu sur des critères purement commerciaux, reçoit un appui financier important en matériel et en frais de lancement.

Pour les autres il ne restera plus que la position du « maudit » ou de « l'incompris » en son temps, éventuellement réhabilité après sa mort. Le décès d'un artiste, en réduisant sa capacité de création-production donnée, dans ce cas, le départ à une post-spéculation entre les divers possédants de son œuvre.

C'est dans ce schéma que se situe également la CAVAR qui n'est qu'un alibi charitable pour maintenir le processus enseignement-sélection-vedette au maudit.

Il devient évident que l'art comme véritable création n'apparaît à aucun moment.

Le marché de l'art s'en moque comme il se moque des artistes et du public.

L'art montré au public est celui qui est « fabriqué ». Par le marché selon les critères de mode inventés par les technocrates-amateurs d'art, le principe consistant à lancer de nouveaux groupes esthétiques ou un emballage différent simple produit de consommation. La réalité des artistes et de l'art en est exclue.

La libération de l'art ne peut se faire qu'avec l'appui du public, en l'informant.

De même que les tenants du pouvoir ne nous ont offert que le vedettariat comme solution à tous nos maux, les organisations politiques, par la même méconnaissance du problème, au lieu de

nous appuyer, ne nous acceptent que comme vedette militante ou paris obéissant.

Il devient plus que nécessaire d'affirmer que les artistes ne découvrent pas la lutte des classes. Leur situation de « parias » ou de « marginaux » les a maintenus à l'écart de cette naïveté. Quelque soit le résultat des « magouilles » électorales.

A propos de la Cité Fleurie et d'un communiqué passé par l'UAP (Union des Arts Plastiques) dans « Libération », le F.A.P. précise :

— que le sens de l'occupation des ateliers de la Cité Fleurie en 1972 était bien de démontrer les conditions réelles de vie des artistes face aux dépenses de prestige de l'exposition Pompidou, +

— qu'il s'agissait de préserver la Cité Fleurie dans son état actuel et non de reconstruire du béton « culturel », « SOCIAL » ou rentable,

— qu'il qu'il s'agissait avec un fort appui populaire de constituer les ateliers vides, es-mémoteur fat qui sont maintenant au nombre de 10) en ateliers de lutte. Et non d'en transformer un en exposition d'urbanisation, incluant la destruction de la Cité Fleurie sous le signe du programme commun de la gauche.

— les occupants bénéficient d'ailleurs d'un mois de sursis à l'exposition !

En 1972, en moins de 48 heures et sur simple appel du promoteur, les flics expulsaient et arrêtaient 12 artistes qui sont toujours sous le coup de l'inculpation, aucun non-lieu n'ayant été prononcé.

Y aurait-il aussi pour les artistes une justice de classe ?

Le F.A.P. est composé d'artistes, peintres, graveurs, sculpteurs, etc.



FEMMES
EN LUTTE

DENONCIATION DE LA MEDECINE BOURGEOISE

Ce sont les femmes qui ont les premières fait éclater publiquement le problème de l'avortement : souvenirs des journées de dénonciation des crimes contre les femmes » Organisées à la Mutualité il y a deux ans avec la participation d'une dizaine de milliers de personnes. Que ce soit au procès de Bobigny, que ce soit dans les manifestations de soutien à Annie Ferrey-Martin, que ce soit dans le MLAC, dans les comités de base, les femmes ont été à l'initiative des mobilisations.

Certes, si un mouvement autonome des femmes existait en France, les mobilisations auraient été autrement plus massives... mais il est évident qu'à travers la lutte pour l'avortement libre, les femmes ont posé des problèmes qui allaient bien au delà :

◆ en posant le problème de la contraception, c'est-à-dire du libre choix des enfants, les femmes ont affirmé le droit à la libre disposition de leur corps.

Ce qui va très loin. Si l'on songe qu'en France maintenant cette nécessité évidente pour nous, ne l'est pas encore pour des millions de femmes lorsqu'on connaît les pourcentages très faibles de femmes utilisant des contraceptifs efficaces).

A partir de la revendication du libre choix de la maternité, se pose immédiatement le problème des crèches, et donc celui de l'emploi et du salaire des femmes. C'est donc tout à fait logique que les femmes qui sont entrées en lutte dans le MLAC veuillent aller beaucoup plus loin et veuillent discuter de l'ensemble de leurs conditions de femme.

C'est ce qui se passe dans de nombreux comités de base : les femmes, tout en continuant à militer activement dans le MLAC, veulent se retrouver pour parler de leurs problèmes et lutter sur tous les autres terrains de leur oppression... A Lyon, à Toulouse, ailleurs aussi, des groupes de femmes sont nés de comités MLAC...

Période électorale ou pas, tous les jours des femmes continuent à mourir des suites d'avortements clandestins : au cours des mois derniers Martine, 23 ans est morte à Créteil (le Monde 8 avril), une autre à Montpellier il y a deux mois. A Toulouse, récemment une fille de 18 ans qui se croyait enceinte meurt après s'être injecté de l'eau savonneuse. Le MLAC continue de dénoncer les morts « programmées » par les députés UDR qui ont repoussé en décembre l'abrogation de la loi de 1920...

Aujourd'hui, les candidats se gardent bien d'aborder le sujet au cours de leur campagne. C'est parce que nous n'accordons aucune confiance aux promesses électorales que nous faisons confiance à nos luttes pour obtenir une législation nouvelle, satisfaisant l'intégralité de nos revendications, que nous avons manifesté le 20 avril.

Malgré les crocs en jambe du Bureau national, malgré la défection de la CFDT et du PSU qui respectent la trêve électorale. A Paris, 8000 manifestants ont défilé. Nos mots-d'ordre scandés ont réaffirmé nos revendications : « avortement et contraception libres et gratuits y compris pour les mineures » bien-sûr, mais aussi : « c'est pas aux députés, c'est aux femmes de décider ! », « élections ou pas, défendons nos droits ! », « pas d'enfants à la chaîne, pas de chaînes pour nos enfants ! », « nous aurons les enfants que nous voulons, quand nous voulons ! », « travail, famille, patrie, y en a marre ! », « double travail, demi-salaire, y en a marre ! ».

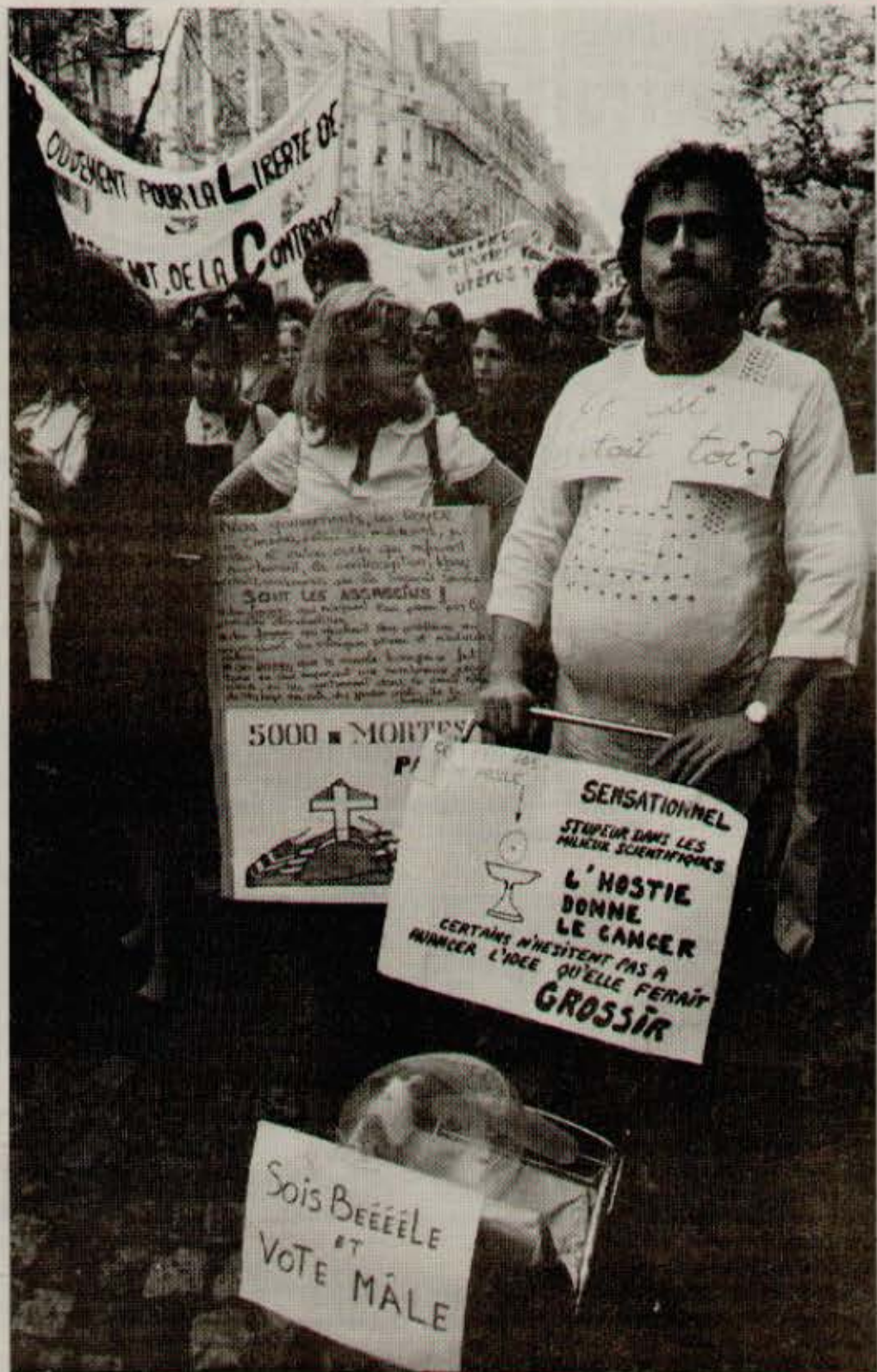
Ce qui était caractéristique dans les mots d'ordre, c'est qu'ils exprimaient souvent des revendications

« féministes ». Ce qui montre bien, s'il en était besoin, que le MLAC capte des aspirations qui vont bien au delà du problème de l'avortement.

Le MLAC a d'abord servi à dénoncer l'oppression sexuelle des femmes dans notre société, mais il a permis de révéler bien d'autres aspects de l'aliénation que nous subissons dans cette société.

Par exemple, comment parler de plaisir lorsque les conditions de vie et de travail mutilent notre corps. Le comité de base de Renault a très vite posé le problème du travail de nuit ! En même temps qu'il se bat pour l'avortement et la contraception, il pose le problème du droit du travailleur à l'exercice (au moins !) de sa sexualité.

En pratiquant eux-mêmes les avortements, les militants ont aussi contribué à démystifier le pouvoir contraignant que fait subir le médecin à son malade derrière son paravent de « spécialité ». Dans les meetings du MLAC, nous ne manquons pas de dire que les médecins n'ont jamais appris à faire des avortements (ils n'ont étudié que le chapitre « les complications de l'avortement criminel »), qu'ils n'ont jamais entendu parler de contraception à la faculté ! Aujourd'hui encore les cours sont facultatifs. Expliquer ainsi que très souvent le médecin ne donne sur ces questions dites scientifiques, que ses opinions à lui (un médecin trouvera d'autant plus de raisons « scientifiques » de faire arrêter souvent la pilule qu'il aura de résistances profondes sur la contraception !). En découvrant qu'il existait des gens, même des médecins, qui pratiquaient des avortements correctement et sans chercher à « faire du fric ». Les médecins, ces nouveaux curés tout-puissants de notre temps sont tombés du piédestal sur lequel les plaçaient de nombreuses femmes. D'ailleurs, la bourgeoisie qui dénonce avec tant de vigueur que les avortements soient pratiqués par un personnel non médical (cf. les 3 licenciements de l'hôpital universitaire) ne dit rien du fait que 80 % des accouchements (autrement plus dangereux !) sont pratiqués par un personnel non médecin (les « sages-femmes »).



GAMMA

Cette démystification du « pouvoir médical » marqué par l'idéologie du Conseil de l'Ordre, nous permet d'autant mieux maintenant de poser les deux questions suivantes : en vertu de quoi, au nom de quoi la future loi sur l'avortement proposée par le gouvernement arrogerait-elle à des médecins le droit de juger de la « détresse manifeste » des femmes ?

Pourquoi pas des juges, des psychologues ou des curés ?

La deuxième question n'est pas moins importante : en vertu de quoi ce sont les médecins qui s'attribuent le monopole de l'éducation sexuelle des jeunes. Le rôle d'un médecin est de soigner que je sache ! Qu'y a-t-il de pathologique dans la sexualité ?

Ainsi, en même temps qu'il permet la naissance de nombreux groupes de femmes et renforce leurs luttes le MLAC avec la contraception, pose le problème d'une médecine préventive, d'une

médecine gratuite, d'un droit à l'information et à la prise en charge de notre corps.

En ce sens, c'est un mouvement qui, quelle que soit la future loi votée, devra se battre d'une manière plus radicale encore :

- pour une prise en charge par les hôpitaux des avortements
- pour une diffusion réelle des méthodes contraceptives (dans les lycées, les boîtes, dans les centres de PMI)
- pour la dénonciation de cette médecine de classe, de l'idéologie réactionnaire du corps médical, de l'information sexuelle à la Royer, de l'« humanisation des hôpitaux » à la Chaban...

Toutes choses qu'il faudra discuter au cours d'Assises prochaines qui se révèlent urgentes pour régulariser le fonctionnement du mouvement (cf. problème du B.N.) et préparer les mobilisations prochaines.



GAMMA



ARMÉE

MARINS EN LUTTE (suite)

Où le directeur d'une feuille de chou de Toulon fait preuve d'une lâcheté considérable.

On se rappelle que « Col-Rouge », journal des marins révolutionnaires de Toulon, dont nous avons publié de longs extraits la semaine dernière, avait fait quelque bruit dans le coin. Mais davantage encore que nous le pensions. Nous publions ci-dessous plusieurs documents.

Le premier est un écho du journal toulonnais « la République » rapportant la diffusion de « Col Rouge ».

Le second est la communication *Contre-Amiral de service*, affichée dans toutes les bases navales à propos de cet écho.

Le troisième est la protestation du vice-amiral d'escadre adressée au directeur du canard.

Morale de l'histoire : quand le moral de l'armée s'effondre, les fonctionnaires du vieux monde serrent le coude.

Les marins rouges de Toulon ont suivi toute l'affaire dans un grand éclat de rire. Ils continuent.

COMMUNICATION

La publication dans *REPUBLIQUE* du 3 avril d'extraits d'un bulletin d'un soit-disant comité de Marins, a soulevé une légitime émotion dans toutes les unités de la région.

Je vous adresse ci-joint la lettre qui a été adressée dès hier par le vice-amiral d'Escadre BRASSEUR-KERMADEC, Commandant en Chef pour la méditerranée et préfet maritime de la Troisième Région, à la direction de *REPUBLIQUE*.

Le Contre-Amiral Coursault
préfet maritime adjoint

Le Vice-Amiral d'Escadre
BRASSEUR-KERMADEC
Commandant en Chef pour la
Méditerranée et Préfet Maritime
de la Troisième Région

Toulon, le 3 avril 1974

C'est avec stupeur que j'ai découvert ce matin dans votre journal que vous vous faisiez l'écho de ragots mettant en cause la Marine et son personnel.

J'espère que votre bonne foi a été surprise et que vous aurez à cœur de publier dans vos colonnes vos regrets d'avoir laissé passer ces attaques ridicules et sans fondement qui calomnient des personnels dont vous, et tous les Toulousains connaissent le dévouement à la cause publique.

Compte tenu de nos bonnes relations habituelles et de la publication dès demain d'une mise au point, je ne veux pas donner de suite à cette affaire, me plaisant à croire que pareil incident ne se renouvelera plus.

Signé : V.A.E. BRASSEUR-KERMADEC

Destinataire :
M. Charles GALFRE
Rédacteur en chef
du journal « République »



NOTES INTERNATIONALES

ISRAEL

le sionisme fissure

Les milliers de morts et blessés, la défaite militaire des premiers jours de la guerre, l'entière dépendance par rapport aux Etats-Unis, l'isolement sur l'arène internationale et le début du retrait des territoires occupés, remettent en question l'autorité de l'appareil politique et militaire et provoquent une crise de direction sans précédent au sein de l'Etat sioniste.

La crise traverse tout d'abord le Parti Travailleur, au pouvoir depuis les premiers jours de l'Etat sioniste. La troïka dirigeante, Meir, Dayan, Galili a été violemment attaquée sur sa gauche (Liova Eliav, Y. Ben Aharoni) et ce n'est que la crainte d'une scission qui a poussé le Mapai à remettre à la tête de la liste aux élections de décembre une direction vieille et critiquée de toute part. Même si cette direction a endigué une défaite électorale, ce n'est que parti remise.

Face à la crise que traverse le Parti Travailleur, l'extrême-droite s'est regroupée en un bloc qui, pour la première fois, semble être une alternative crédible. Avec une nouvelle direction autour du général Sharon, le bloc de droite se pose comme prétendant au pouvoir. Il a lancé une offensive frontale contre la direction travailliste, n'épargnant même pas un des tabous de l'Etat hébreu, la direction militaire. Les gains substantiels de ce bloc (le Likoud) aux dernières élections, s'ils ne lui ont pas permis de prendre le pouvoir ont encore renforcé ses prétentions.

Ce n'est pas un hasard s'il a fallu plus de deux mois à Golda Meir pour constituer son gouvernement. Pressée sur sa « gauche », de tirer les conséquences de l'échec de la politique Dayan, Golda Meir n'a pu le faire. Le groupe de Dayan formant dans la nouvelle Chambre, un groupe charnière, il a pu négocier son maintien au gouvernement.

Avec une majorité étriquée, pressée sur sa droite et sur sa gauche, soumis à une critique sévère de l'opinion politique, la coalition de Golda Meir n'a pas fait long feu.

LES « NEGLIGENCES » ET LA COMMISSION D'ENQUETE

Afin de canaliser la critique que la guerre d'octobre a provoquée, le gouvernement a nommé une commission d'enquête. Sa conclusion : les négligences dont le monde parle ne sont pas politiques mais techniques. En techniques et militaires. En conséquence conséquence, il faut limoger quelques généraux dans le chef d'état major.

C'en est trop pour la majorité du Parti Travailleur. Dayan refuse de démissionner alors Golda Meir part.

LA CRISE ECONOMIQUE ET LES LUTTES OUVRIERES

Avant la guerre d'octobre, il ne faisait déjà aucun doute que le boom économique qui avait débuté fin 67, toucha à sa fin. La guerre ne pouvait qu'accélérer et aggraver ce processus.

La guerre d'octobre a coûté et continue à coûter plus de 40 milliards de

Un an après les manifestations contre la loi Debré naît le journal des comités de marins de Toulon

Un an exactement après les manifestations contre la loi sur le service national (dite loi Debré), est publié à Toulon un « journal des comités de marins de Toulon » : « Col Rouge ».

Ce numéro 1, vendu 50 centimes, qui a pu être trouvé au foyer socio-éducatif du lycée Dumont D'Urville précise dans « un pavé » que « les rédacteurs de Col Bleu, et leurs compères de la Sécurité Militaire n'apprécient pas du tout la concurrence illégale de « Col Rouge » qu'il convient donc « dans l'intérêt des diffuseurs de la lire et de le faire circuler avec discrétion » ; puis dans l'éditorial de première page : « Col Rouge » est exactement le contraire de « Col Bleu ». « Col Rouge » est le journal des matifs qui prennent la parole, et qui la garderont contre

vent et marées et ce ne sont pas la hiérarchie, la Sécurité militaire et les lâche-bottes qui nous empêcheront de parler ! « Col Rouge » est le canard enchaîné des comités de marins et de nos correspondants dans les bases ».

Ainsi sont publiées une interview de deux membres de comité, qui répondent aux pseudonymes de « Potemkine » et « Trafalgar » et de « nombreuses » lettres de « collaborateurs ». Sont également publiés dans ce numéro composé de 5 feuillets ronçotés recto-verso, des informations générales sur la crise du pétrole, l'ennemi intérieur et le Chili.



L'interview de « Trafalgar » et « Potemkine » est effectuée dans le but de présenter les comités de marins qui réclament notamment « le libre choix du lieu d'incorporation » et « la liberté totale de la presse dans les enceintes militaires, la suppression de l'interdiction d'y parler politique, le libre choix de la tenue civile ou militaire quelles que soient nos activités en dehors des heures de service ». Le règlement est également attaqué puisqu'il « donne qu'un seul droit : se taire ».

« Col Rouge » semble correspondre tout à fait aux types d'attaques contre « l'ordre moral » auxquelles se livre la ligue communiste qui organise ses axes de lutte contre le rôle de l'école, le rôle de la famille et le rôle de l'armée « qui doit parachever l'œuvre entreprise, casser les récalcitrants ».

Cette dialectique était notamment exposée dans un numéro (le premier) de « Lycée Rebelle » (1) distribué encore au lycée Dumont d'Urville, il y a deux ans. Elle tend à dénoncer « l'état dans lequel on veut réduire les jeunes : dépendance financière, asservissement idéologique, sans la liberté de ses activités comme de son corps ».

Qu'une telle publication (« Col Rouge ») soit distribuée dans le principal lycée d'une ville à forte tradition militaire, révèle une stratégie de la guerre psychologique déjà maintes fois observée.

Y. P. V.

« COL ROUGE »

SAVOIR DIRE NON A UN SUPERIEUR

Il y a quelques semaines, un patron d'une base de Toulon demandait à un appelé d'effectuer un petit travail.

Comme cela le faisait un peu chier le matif refuse poliment.

Le gradé insiste. Ce qui lui vaut la réponse suivante : « Inutile d'insister, je n'ai pas envie de le faire. De plus, je ne peux pas vous sentir ».

Plutôt surpris, le gradé convoque ses collègues pour en parler, et... boire un coup.

Au bout de 2 h de délibérations, ils ont oublié le matif et, ce qu'ils considèrent comme de « l'insolence ».

HALTE AU CHANTAGE !

Au B.A.H. il faut théoriquement faire pointer une carte pour bouffer. C'est d'ailleurs le seul endroit de Toulon et de la région où ça se fait. Il paraît qu'on y mange moins mal qu'ailleurs et qu'il faudrait donc dépister les « fraudeurs ».

Pour coincer les matifs qui refusaient de présenter leur carte, le poinçonneur de service a cru bon de faire chanter leurs camarades qui avaient donné la leur. Le bidet a menacé de les passer au rapport s'ils ne les dénonçaient pas. Réponse d'un gars : « Quand je vais au B.A.H., c'est pour bouffer pas pour faire la police ! ».

Finalement personne n'a eu d'ennui. Refusons de jouer les mouchards.



nisme uré

livres, soit davantage que le produit national brut du pays. Ce chiffre avancé dès la fin d'octobre par Matzpen faisait rire. Aujourd'hui c'est Sapir, le ministre des Finances qui le déclare en proposant le nouveau budget.

Il est évident que c'est la classe ouvrière qui devra, comme par le passé, payer le prix de la guerre. C'était à une attaque frontale du gouvernement et des patrons que se heurtent les travailleurs: suppression des subventions aux produits de première nécessité, blocage de fait des salaires, montée des prix des produits de base allant jusqu'à 50, 60%. Au même moment le Parlement vote de nouvelles suppressions d'impôts à certaines industries.

Ces mesures, le gouvernement ne le cache pas, ne sont qu'un début. Nombreux sont ceux qui demandent de supprimer toute une série d'acquis de la classe ouvrière: droits sociaux et droit de grève.

Face à une attaque de son pouvoir et de ses droits, les travailleurs israéliens ont réagi. En janvier, février se sont multipliées les «grèves de pression». Sous l'impulsion des Panthères Noires, plusieurs manifestations contre la vie chère se sont déroulées dans les grandes villes. Dans les régions de Tel Aviv et de Haïfa se sont constitués de comités d'action contre la vie chère, composés de délégués des comités d'usine et de membres des partis de gauche. Pour la première des membres d'organisations anti-sionistes participent à ces comités.

Après une première flambée, le mouvement est aujourd'hui retombé. Pourtant la colère est grande dans la classe ouvrière, et la chute des salaires réelles est ressentie par tous. L'absence d'une direction ouvrière, de syndicats réels et de partis ouvriers de masse est fortement ressentie. Et c'est là qu'il faut trouver la cause de la passivité actuelle de la classe ouvrière en Israël.

Le dernier congrès de la Histadrout (premier patron en Israël possédant une «branche syndicale» à laquelle sont affiliés tous les travailleurs) a néanmoins montré, par la forte opposition qui s'y est exprimée contre la politique soutien quasi totale au gouvernement de la part de la direction, que de nouvelles attaques contre la classe ouvrière se heurteront à une résistance. Son succès dépendra de la capacité de l'avant-garde à rompre avec la Histadrout et à se donner une direction capable d'unifier les travailleurs dans la lutte au sein des véritables organisations ouvrières.

LES « MOUVEMENTS DE PROTESTATION » ET LES DANGERS DE « FASCISATION »

Si la passivité caractérisait l'attitude politique de l'immense majorité de la population israélienne avant octobre 73, une des multiples conséquences de la dernière guerre, aura été la multiplication des «mouvements de protestation» et la constitution d'un phénomène critique de masse.

Parti de manifestations individuelles



A Jerusalem, 4 à 5000 personnes sont venues manifester contre le maintien de Moshe Dayan au pouvoir -17 février 1974 photo KAREL-GAMMA

contre les «négligences» de tel ministre ou de tel général, le mouvement s'est rapidement étendu dans les couches intellectuelles, les kibboutzim et surtout au sein d'organisations de soldats démobilisés. Le thème central des manifestations massives qui se sont déroulées, était la défaite partielle d'octobre.

Or, au sein même des multiples mouvements, il y n'y a pas de réponse claire à la question: «pourquoi cette situation?». Certains la voient dans la stratégie militaire, d'autres dans le système politique, d'autres encore dans le système social.

Les mouvements de protestation sont donc très hétérogènes et leurs revendications très générales: contre les partis sclérosés, contre le gouvernement, pour la «responsabilité parlementaire», pour un gouvernement d'autorité, pour «la qualité de la vie», etc. C'est justement là que se trouve le danger de ces mouvements qui se disent a-politiques.

Car si les revendications des milliers de manifestants sont très souvent correctes et reflètent un mécontentement justifié, il n'en reste pas moins clair que l'extrême-droite aussi bien que la gauche sont parties prenantes de ces revendications. De nombreux officiers supérieurs, dont certains généraux connus pour leurs opinions de droite, sont en train de prendre la direction des mouvements, et les dirigeants du «Likoud» ont clairement affirmé qu'ils voyaient dans les «mouvements de protestations» un phénomène positif qu'ils se croient capables de gagner à eux.

Quand, il y a cinq mois, Matzpen parlait de danger réel de fascisation du régime, nombreux ont été ceux, au sein de la gauche sioniste et de l'extrême-gauche, qui ont souri ironiquement. Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui commencent à entrevoir clairement le danger.

La bourgeoisie israélienne s'est considérablement renforcée depuis la guerre de 67. Elle revendique aujourd'hui le pouvoir politique à la bureaucratie travailliste qui lui a permis

de développer son pouvoir économique.

Le développement d'une crise économique grave, la probabilité de luttes ouvrières radicales d'une part, la crise de la direction bureaucratique, le mécontentement général d'autre part exige une solution radicale. Si les partis d'extrême-droite ne parviennent pas à faire appliquer leurs solutions par la voie parlementaire, ils n'hésiteront pas à se servir de moyens plus radicaux, et ils ne le cachent pas.

Les «bonapartes» ne manquent pas. Arik Sharon, et derrière lui toute une série de généraux fascistes sont prêts à reprendre en main les revendications des «mouvements de protestations», rétablir «l'ordre», constituer un «gouvernement d'autorité et d'unité nationale» et rendre à l'état sioniste l'«honneur national» ébranlé par la dernière guerre.

Telle est la solution que la bourgeoisie israélienne est prête à donner à la crise globale qui affecte aujourd'hui le régime sioniste. Elle signifie une politique encore plus agressive envers les Etats arabes, la tentative de gérer la conférence de Genève, une offensive violente contre la classe ouvrière, la suppression de nombreux acquis, et l'atteinte aux libertés démocratiques existant encore pour la population juive en Israël.

LES RESPONSABILITES DE LA GAUCHE ANTI-SIONISTE

Il existe une seconde solution à la crise de l'Etat sioniste, une solution qui représente l'intérêt réel des masses laborieuses. Celle-ci la coordination des comités d'action ouvriers, la rupture avec la Histadrout. Elle exige la lutte contre l'attaque du pouvoir d'achat des travailleurs contre la politique d'une nouvelle guerre, contre l'atteinte des libertés démocratiques et les acquis des travailleurs.

Cette solution passe par le développement d'une conscience de classe, par la rupture avec l'Union Nationale et les organes de collaboration de classe.

Le développement d'un mouvement ouvrier radical et combattif est seul capable d'entraîner les «mouvements

de protestation» hors de l'orbite fasciste vers laquelle ils se dirigent, de leur donner une solution progressiste à la crise, solution qui ne saurait s'arrêter à la réforme de l'Etat sioniste mais devrait mettre en question les structures mêmes de cet Etat.

Dans une telle perspective, le rôle des organisations de gauche est d'être un pôle alternatif aux directions d'extrême-droite, capables de présenter à l'avant-garde ouvrière et au «mouvements de protestations» un programme d'action susceptible de les mobiliser contre la politique gouvernementale. Les travailleurs en Israël n'ont pas d'organisations de classe. Il s'agit pour les organisations de gauche de s'unir dans un front uni susceptible d'être une direction pour le mouvement de masse.

Dans ce cadre, le Matzpen Marxiste entreprend, malgré sa faiblesse:

- intervenir dans les «mouvements de protestation» et y lutter contre les illusions d'un mouvement «a-politique» en exigeant de définir une série de revendications claires: contre la préparation d'une nouvelle guerre et contre l'occupation, contre l'attaque anto-ouvrière et les profits, contre toutes les tentatives de restreindre encore les libertés démocratiques.
- intervenir dans les luttes ouvrières et propulser la formation et la coordination des comités d'action ouvriers et la lutte pour une échelle mobile des salaires, contre les profits.

Cette intervention doit être liée à une propagande accrue, et à tous les niveaux, contre les illusions de la solution pacifique, sur la nécessité d'une transcendance des luttes actuelles et à venir en une lutte globale contre l'Etat sioniste, et de la participation des masses juives israéliennes au processus de la lutte révolutionnaire dans l'ensemble de la région arabe.

Michel Warshawski
membre du BP
de l'OSI, Matzpen Marxiste
IVème Internationale



QUEBEC :

INTERVIEW D'UN DIRIGEANT DU GROUPE MARXISTE-REVOLUTIONNAIRE

Rouge : A-t-on assisté au Québec à une radicalisation des luttes ouvrières, comme cela s'est passé en France depuis 68 ?

Oui, surtout à partir de 1971. Et c'est d'autant plus remarquable qu'il n'y a pas ici le poids du stalinisme (le PC Québécois compte à peu près 15 membres, qui ont presque tous dépassé la soixantaine !). Cette radicalisation a pris une forme comparable à celle de la CFDT française ; elle avait un contenu disons populiste de gauche, chrétien radicalisé.

Cette radicalisation s'est marquée d'abord par la parution de textes « gauches », mais en avril 72, lors de la grève du Front Commun du secteur public et para-public, elle a pris la forme d'une véritable explosion ouvrière : 250 000 employés de l'Etat en grève ; la promulgation d'une loi spéciale qui conduisit à l'arrestation des dirigeants de 3 centrales syndicales ; une grève générale quasi-spontanée en mai 72 qui a pris des formes très spectaculaires : 3 villes industrielles ont été occupées, toutes les routes d'accès coupées, dynamitées. Dans l'une d'elles, une ville minière, l'aéroport et le port ont été minés par les grévistes. Plus d'une vingtaine de postes de télévision et de radio ont été occupés et contrôlés par les syndicats à ce moment-là.

Rouge : Peux-tu pour commencer nous dire en deux mots quelles sont les grandes caractéristiques du mouvement ouvrier québécois ?

A la différence du reste du continent nord américain (Canada anglais et USA) la classe ouvrière québécoise n'est pas d'origine immigrante. Elle est le produit de la destruction extrêmement violente d'une société agricole pendant les années 20 par l'arrivée des capitaux américains et par le développement de la grande agriculture capitaliste dans l'Ouest du Canada.

C'est cela qui explique la situation actuelle : 6 % de la population active du Québec dans l'agriculture ; un taux d'urbanisation et de prolétarianisation qui est peut-être le plus élevé du monde. Mais en même temps on ne peut pas caractériser le Québec comme un pays capitaliste avancé classique, parce que tout y est possédé de l'extérieur ; il n'existe pas de bourgeoisie nationale au sens classique, c'est-à-dire de bourgeoisie qui possède des secteurs économiques d'une certaine importance. C'est pourquoi la structure de l'industrie est très particulière : l'Etat national contrôle 53 % du produit national brut ; les secteurs de l'extraction (les mines) et du bâtiment sont très développés. Cela donne une physionomie assez spéciale à la classe ouvrière.

Rouge. Sur le plan syndical, quelles sont l'importance numérique et les traditions existantes ?

Le syndicalisme québécois est extrêmement jeune : les syndicats du secteur privé (mines) datent de la fin de la deuxième guerre mondiale... et les syndicats « de pointe », ceux du secteur public et parapublic (hôpitaux, fonctionnaires, enseignants, etc...) existent en fait depuis moins de 10 ans. On a donc un mouvement ouvrier neuf, combattif, qui a été fortement influencé par le développement du mouvement nationaliste au Québec depuis 1960, et, par le même biais, fortement influencé par le mouvement étudiant.

Mais, si tu veux comprendre à quoi ressemble le syndicalisme québécois, il faut aussi savoir que — du fait de la structuration industrielle — le syndicat local au Québec a en moyenne 120 membres. Ce qui veut dire qu'en moyenne le nombre total des travailleurs de l'entreprise est de 125 membres, parce qu'ici tout le monde pratiquement est syndiqué.

Rouge : Comment expliques-tu que, malgré l'absence de longue tradition de lutte, la classe ouvrière soit allée si loin, et qu'elle n'ait pas craint d'outrepasser aussi carrément la légalité bourgeoise ?

La première chose à voir, c'est la réalité de l'oppression nationale au Québec. Bien sûr, ce n'est pas une colonie classique, parce que le niveau de vie y est voisin de celui de la France, mais ça le place tout de même 25 % au-dessous du Canada anglais, et encore plus bas par rapport aux Etats-Unis. Les travailleurs québécois connaissent le niveau de vie des autres travailleurs nord-américains et ils peuvent faire la comparaison. D'autant plus que le capitalisme québécois connaît une crise endémique : depuis 1964, le taux de chômage n'est pas descendu au-dessous de 8 %. Cet hiver il tourne au-dessous de 12 %... Tout cela crée une explosivité énorme.

Ainsi la remise en cause de la légalité bourgeoise s'est faite d'autant plus facilement que cette légalité n'est pas perçue comme une « légalité nationale » : ici la loi est une loi étrangère ; elle est imposée non seulement par le patronat, mais par un patronat qui ne parle même pas la langue. C'est cela qui a donné les bases du développement du mouvement indépendantiste au Québec. Et nous avons toujours expliqué que la remise en cause d'une forme de l'Etat bourgeois (l'Etat canadien) par la revendication de l'indépendance du Québec ouvrait la possibilité d'une remise en cause de l'Etat bourgeois lui-même. A condition qu'il existe bien sûr une organisation révolutionnaire qui joue son rôle.

Cette violente réaction à l'oppression nationale se combine aussi avec certaines traditions de violence paysanne, qui donnent à certaines explosions le caractère de jacqueries. Mais il s'agit ici de jacqueries contrôlées par l'existence d'un mouvement ouvrier qui commence à prendre conscience de son caractère de classe et de ses tâches historiques.

Rouge : Quels ont été les résultats de ces grèves de 1972 ?

Elles se sont soldées par des échecs.

Et la période qui a suivi a été marquée par un reflux, une démoralisation, qui heureusement n'ont pas duré longtemps : à partir de janvier 73, l'arrestation et l'incarcération des 3 présidents des syndicats a donné naissance à un énorme mouvement de protestation. On a vu se créer ce qu'on a appelé ici avec humour le Calipso (Comité d'Action pour la Libération des Prisonniers). Et le 1er mai (qui n'est pas au Québec un jour traditionnel de manifestations) on a vu un défilé de 20.000 personnes. Le mouvement a été victorieux : les trois dirigeants syndicaux ont été libérés.

Rouge : Et comment caractérises-tu maintenant la situation actuelle de la classe ouvrière ?

Le point essentiel c'est que la radicalisation se poursuit et qu'on entre dans une situation de débordement des appareils bureaucratiques. Mais avant de développer là-dessus il faut pour bien comprendre ce phénomène avoir présenté à l'esprit la nature de la bureaucratie syndicale québécoise.

Je t'ai dit tout à l'heure qu'il n'y a aucune tradition social-démocrate ou stalinienne, aucune tradition de réformisme ouvrier. Ce qui existe par contre, c'est une tradition catholique de collaboration de classe très ouverte, et même tout à fait vulgaire. Ainsi la rupture pratique et idéologique qui s'effectue depuis 1971 place la bureaucratie dans une situation presque impossible : non seulement elle est jeune, récemment surgie de la syndicalisation du secteur public notamment ; mais en plus elle n'a pas le genre de réseau tissé de longue date, l'accumulation d'expériences de militantisme passé, que peut avoir le mouvement ouvrier américain ou canadien anglais, dont la tradition est beaucoup plus longue. C'est donc une bureaucratie très différente de celle qui peut exister aux USA ou en France par exemple : numériquement faible, sans privilèges matériels (contrairement aux bureaucrates américains dont les salaires atteignent parfois 100.000 dollars par mois), sans idéologie propre très définie (à la différence de la CGT française) ce qui limite son emprise sur les militants.

Rouge : Dans ces conditions, quelles formes concrètes prennent cette radicalisation et ce débordement ?

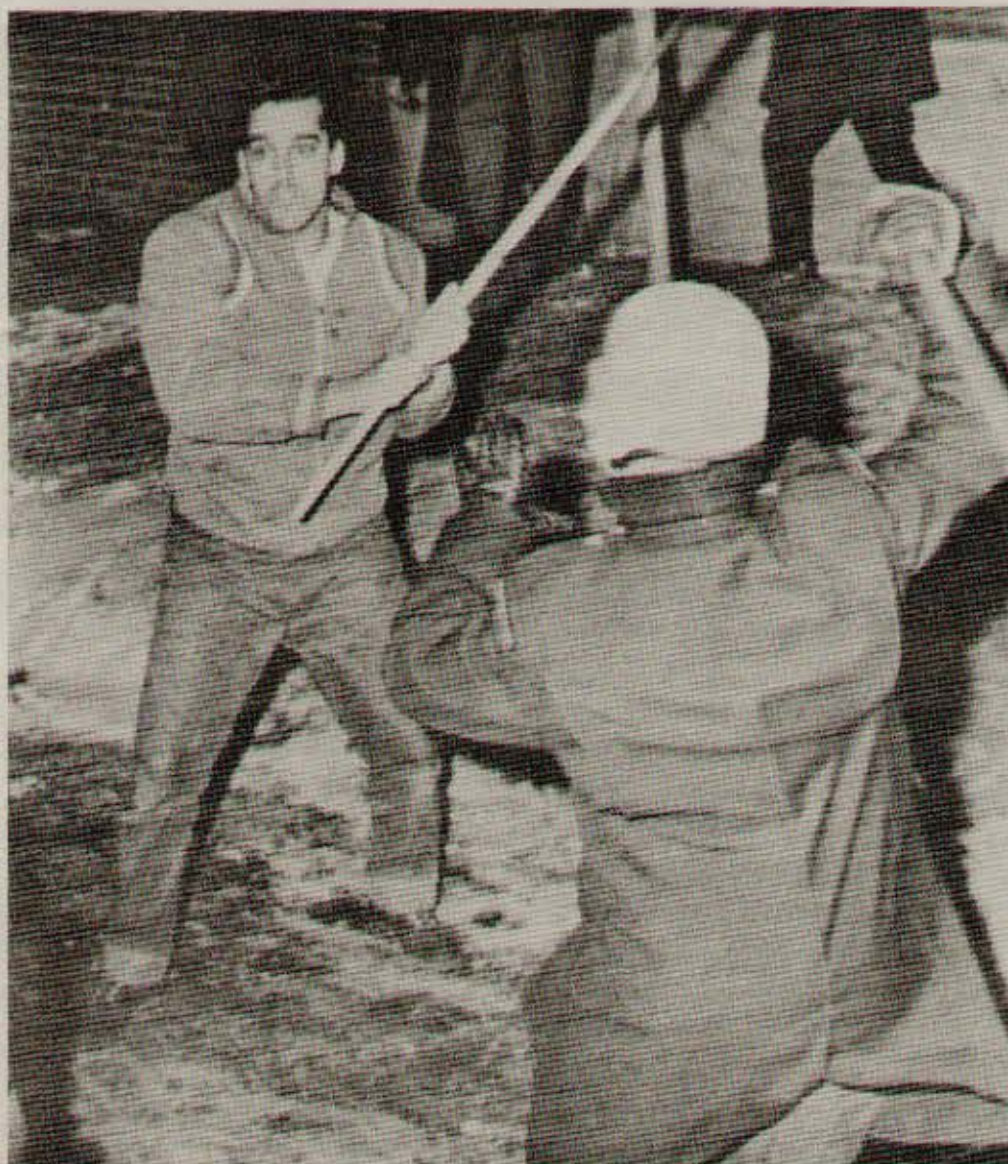
On assiste à l'apparition de nouvelles formes d'organisation de la classe ouvrière. Cela ne prend pas la forme de Comités de Grève comme en Europe, car ici pratiquement tout le monde est au syndicat, sauf les fascistes ou les chrétiens fanatiques qui ne veulent d'autre organisation que leur Eglise. Mais cela prend la forme du contrôle par les militants du Comité de Négociation, de la rédaction des projets de Convention Collective (tout se fait ici par conventions collectives).

Il y a aussi, surtout depuis un an, des formes d'organisations particulières de femmes, soit de travailleuses luttant contre leur double exploitation, soit de femmes de grévistes s'organisant de façon autonome.

Et surtout, pour la première fois dans le secteur privé se sont constitués des organismes de coordination entre les différentes usines, sans tenir compte des rivalités entre centrales syndicales. C'est une chose très importante, parce que c'est la première fois que commence à se développer une conscience de classe qui vise le patronat plutôt que le simple patron local.

Rouge : En Europe, la montée des luttes ouvrières s'est traduite par la fréquence d'une série de formes de lutte dures (occupations ou séquestrations par exemple). Cela s'est-il produit aussi au Québec ?

Tu sais, chez nous, une occupation d'usine de longue durée est impensable : les flics font irruption immédiatement et



La grève à Seven-Up en 1967. L'auto-défense ouvrière...

DIVORCE... A L'ITALIENNE !

La fraction la plus consciente, qui regroupe autour de Fanfani, secrétaire général de la Démocratie Chrétienne, a pour projet d'instaurer un Etat fort sur le mode gaulliste

Dans un mois, les Italiens voteront « pour » ou « contre » l'abrogation de la loi de 1^{er} décembre 1970 autorisant le divorce. Et toute la vie politique, en Italie, est déjà centrée sur ce referendum. Il y a de quoi être surpris quand on constate la crise politique sans précédent aujourd'hui. Pas un jour ne se passe, en effet, sans son lot de révélations discréditant chaque fois un peu plus un régime déjà bien mal en point.

Révélation sur l'état d'urgence instauré à Rome, une nuit de janvier, durant laquelle des mouvements de troupes et de blindés ont été signalés sur les routes proches de la ville. Révélation sur le scandale des « gros » du pétrole qui ont empoché, à la faveur de la crise, la bagatelle de 200 milliards de lires de super-bénéfice, dont 10 ont été donnés en sous-main aux partis politiques de la coalition gouvernementale. Révélation sur la culpabilité des néo-fascistes dans l'attentat de la « Grande Poste » à Milan, en décembre 1969, alors même que le procès du principal accusé, l'accusé Valpreda, est en cours.

Alors ? Quelle dimension politique ce referendum sur la question du divorce prend-il ? Comment les révolutionnaires peuvent-ils intervenir dans la campagne qui s'ouvre ?

Ce sont les néo-fascistes qui sont à l'origine de l'affaire. Ce sont eux qui ont fait campagne pour recueillir les signatures qui permettent, de par la Constitution, de convoquer le corps électoral pour se prononcer sur une loi auparavant votée par le Parlement. Une telle procédure, pour avoir des chances de succès, supposait néanmoins l'accord de la Démocratie Chrétienne. Celle-ci, après avoir mené une politique attentiste pendant trois ans, s'est lancée dans la bataille pour l'abrogation de la loi. Un tel choix doit être explicite.

Le fameux « compromis historique » proposé par Berlinguer, secrétaire général du Parti Communiste Italien, quel-

ET SI MARIE AVAIT
PLAQUÉ JOSEPH, HEIN ?



ils entrent, quitte à brûler l'usine ou à détruire des millions de dollars d'équipement. Mais des formes de lutte dures, il y en a : « occupations-éclair », manifestations de rues, lignes de piquetages dures, massives, qui s'accrochent avec les flics, les briseurs de grève ou la police privée des compagnies, tout cela existe maintenant.

Rouge : Alors, un Lip québécois, est-ce une chose possible ?

C'est totalement exclu à cause de l'absence de secteur manufacturé : ce serait très difficile pour les travailleurs en lutte d'écouler sur un marché quelconque du minerai de fer par exemple !

Mais nous avons eu l'exemple d'une grève dans un hôpital avec occupation et services gratuits. C'était durant l'explosion de mai 72 à l'Institut Albert Prévôt, un hôpital psychiatrique de Montréal : les grévistes ont mis dehors la haute administration (les médecins-chefs, etc.) et se sont organisés eux-mêmes, les médecins de service, les infirmières et les employés. Ils ont géré l'hôpital pendant

une semaine, en garantissant même des services que les patients n'avaient jamais eus auparavant. Ils ont organisé un comité de patients qui participait à plein titre à la gestion de l'hôpital. Au bout d'une semaine, les flics ont tout investi, une série de militants a été licenciée. Ce fut, en même temps que l'échec général du Front Commun. Mais ce fut une expérience-pilote qui a eu un très grand écho dans le secteur hospitalier.

Une autre expérience intéressante eut lieu l'an passé, lors de la bataille des enseignants pour leur classification. La forme de lutte adoptée fut le gel des cours (en réponse au « gel des salaires » du gouvernement). Ce sont les enseignants, de concert avec les étudiants et, dans quelques cas, avec les parents, qui ont contrôlé l'organisation de tous les cours, l'utilisation du matériel et des locaux. Ils ont eux-mêmes modifié le contenu et la forme de l'enseignement.

Rouge : Sur quels thèmes se centre l'intervention du GMR en direction du mouvement ouvrier ?

Fondamentalement, nous insistons sur deux choses (dont tu peux comprendre l'importance après ce que j'ai raconté) : d'abord, la démocratie ouvrière, l'auto-organisation des travailleurs ; cela

ques jours après le putsch du Chili répond à un objectif précis : lier les mains à la Démocratie Chrétienne afin d'éviter qu'elle ne cherche sur sa droite des remèdes à la crise économique et politique. Une fraction de la bourgeoisie est plutôt favorable à un tel « compromis ». Il s'agit notamment du patronat des industries de pointe, qui voient, dans un accord avec les organisations ouvrières, le moyen de juguler la combativité ouvrière, au prix de quelques concessions sociales. Mais la majorité de la bourgeoisie, et notamment les couches arriérées et parasitaires, refuse une telle perspective. La fraction la plus consciente, qui se regroupe autour de Fanfani, secrétaire général de la Démocratie Chrétienne, a pour projet, au contraire, d'instaurer un Etat fort sur le mode gaulliste. Dès lors, elle devait éviter à tout prix les tentatives de rapprochement entre le Parti Communiste et certains pans de la Démocratie Chrétienne autour d'un projet réformiste. La signification politique du referendum, imposé par Fanfani à l'ensemble de la Démocratie Chrétienne, est de ressouder la bourgeoisie contre le « compromis historique ».

UNE DIMENSION D'AFFRONTEMENTS DE CLASSES

C'est pourquoi la bataille sur le divorce, même si elle peut paraître confuse, dans la mesure où certains partis bourgeois minoritaires comme le Parti Libéral, sont hostiles à l'abrogation de la loi, prend une dimension d'affrontement de classe. Sur le terrain des luttes, une nouvelle vague de combativité voit le jour, à la suite de la trêve de trois mois imposée par les organisations syndicales à l'automne. Un accord récent à la Fiat a consacré à 100 % les revendications salariales des ouvriers. Des mouvements sont à prévoir dans les « gros bastions » du Nord, pour obtenir des avenants aux contrats signés en 1972 et 1973. L'inflation (plus de 15 % par an) et le chômage (un million de chômeurs), loin de démobiliser la classe ouvrière, sont le détonateur de luttes dures pour le maintien du pouvoir d'achat et la garantie de l'emploi. Dans ces conditions, une victoire du « non » serait un encouragement au développement des luttes, en même temps qu'elle accentuerait la crise au sein de la bourgeoisie. Une victoire du « oui », par contre, même si elle ne pourrait remédier durablement à l'instabilité du

régime, risquerait d'être un facteur de démoralisation pour les travailleurs.

Par rapport à cela, les réponses des organisations réformistes apparaissent dérisoires. Sur les murs de Rome, les affiches du Parti Communiste et du Parti Socialiste répondent mot pour mot aux affiches de la Démocratie Chrétienne et des néo-fascistes. « Ils sont fiancés et ils n'ont pas peur du divorce », en face de « Pour une famille unie, non au divorce ». La LID (cartel qui regroupe toutes les organisations hostiles à l'abrogation de la loi, depuis le Parti Libéral jusqu'à Lotta Continua) ne fait campagne que sur la question du divorce, sans comprendre la nécessité d'armer politiquement les travailleurs sur l'enjeu du referendum. La participation à ce cartel de groupes comme « Il Manifesto » ou « Lotta Continua » est, à cet égard, significative de leur politique de plus en plus suiviste par rapport aux organisations réformistes.

LA BATAILLE DES MARXISTES REVOLUTIONNAIRES

Pour les marxistes révolutionnaires, au contraire, il s'agit de dénoncer l'opération politique que constitue ce referendum et la « stratégie de tension » qui l'accompagne, avec notamment une répression accentuée contre les militants révolutionnaires. Il s'agit aussi, bien sûr, de défendre un droit démocratique élémentaire comme le divorce. Mais il s'agit surtout de faire campagne sur le rôle de la famille dans un système social bourgeois, sur la double exploitation qu'y subit la femme, sur la répression sexuelle, etc... Afin de lutter ainsi contre tous les dangers réformistes d'opposer une « bonne » famille à une « mauvaise » famille. C'est pourquoi nos camarades des Gruppi Communisti Rivoluzionari ne se contentent pas d'appeler à voter « non » à l'abrogation de la loi sur le divorce. Travaillant en commun avec le groupe Avanguardia Comunista, ils organisent l'auto-défense contre les provocations fascistes dans les lycées et les facultés, ils mènent une propagande politique sur le thème de la famille dans les quartiers populaires, ils avancent des mots d'ordre unifiant la classe ouvrière contre la bourgeoisie, et, plus concrètement, contre l'instauration de l'Etat fort en Italie. C'est là que se situe la vraie bataille.

Serafin Lampion

prend une importance considérable ici étant donné que c'est le parti québécois, nationaliste petit-bourgeois, qui est hégémonique dans la classe ouvrière. Ensuite, le contrôle ouvrier sur les cadences, l'implantation et la fermeture des usines, etc. Il s'agit en fait de thèmes développés par beaucoup de sections de la IV^{ème} Internationale.

Rouge : Quels sont les rapports entre le mouvement étudiant et le mouvement ouvrier ?

La première chose à voir, c'est le peu de distance culturelle, sociale et même d'origine de classe qui existe entre ces deux mouvements. Cela tient à la structuration spécifique du Québec (faiblesse de la petite-bourgeoisie, inexistence d'une bourgeoisie nationale). La deuxième, ce sont les contradictions que crée l'existence d'un système scolaire ultra-moderne dans une économie ultra-archaïque.

Il n'y a pas de mur de béton entre le mouvement étudiant et la jeunesse ouvrière : il y a des jeunes qui vont étudier un an, et puis chômer trois ans... C'est pourquoi existent des relations assez directes. J'en prendrai deux exemples très clairs : pendant l'hiver 72-73, il y a eu une grève étudiante qui a duré près de 6 semaines. C'est le mouvement ouvrier

qui a financé l'organisation de cette grève, qui a fourni des locaux, des conseillers, des permanents... au mouvement étudiant. C'est d'ailleurs l'exemple de cette grève étudiante qui a aidé à surmonter le reflux existant à ce moment-là dans le mouvement ouvrier.

L'autre exemple, c'est celui du Chili : comme un peu partout dans le monde, la bureaucratie syndicale du Québec a utilisé l'exemple du Chili comme celui d'une révolution sans violence. Après le coup d'Etat, elle a été totalement désarmée. Les comités de base étudiants de solidarité avec les travailleurs chiliens, qui ont été fondés rapidement, ont connu une expansion énorme. C'est la première fois qu'existe un mouvement internationaliste au Québec où a largement dominé jusqu'ici le nationalisme. L'existence même de ces comités était ici une notion nouvelle, et dans le cas des comités de soutien aux luttes ouvrières, et dans celui des comités Chili, où les marxistes-révolutionnaires ont joué un rôle prépondérant.

Ils ont permis d'acquiescer une large audience dans l'avant-garde ouvrière. Je dis bien : une audience, car le GMR est une petite organisation, dont les capacités de mobilisation sont encore limitées. Mais cela nous a ouvert des possibilités considérables.



NOTES
INTERNATIONALES



vietnam

CONTRE LA DETENTE

A l'occasion du 104^e anniversaire de la mort de Lénine, le « Quan-Doi-Nhan-Dan », journal de l'armée nord-vietnamienne, s'attaque violemment dans un article, à la politique de « détente internationale ». Pour Hanoi « l'impérialisme américain n'a renoncé en aucune manière à ses visées contre-révolutionnaires. » Ce n'est que la forme de son action qui change. Les USA continuent à chercher à diviser le peuple et à semer la dissension entre les pays socialistes. « Dans cette perspective, écrit le quotidien militaire, l'équipe dirigeant américaine vise, primo à maintenir sa supériorité nucléaire, secundo à perpétuer son appui aux régimes fantoches, tertio à demeurer prête à une intervention navale et aérienne immédiate afin de soutenir les gouvernements qui lui sont inféodés ». Pour appuyer sa thèse, le « Quan-Doi-Nhan-Dan » fait état « des événements qui se sont déroulés, en Bolivie, en Uruguay, Au Chili, au Proche-Orient, en Indochine, en Syrie, en Guinée, en Ouganda, en Espagne et au Portugal. ». Le PC vietnamien manifeste dans cet article, une nouvelle fois l'originalité de sa position politique internationale au sein du mouvement communiste « officiel ». Comme lors de l'annonce du voyage de Nixon à Pékin et au lendemain du coup d'état chilien. La dénonciation du « mensonge » de la politique de détente de Nixon et de la division au sein du « Camp socialiste », s'oppose aussi bien aux thèses développées par Pékin que par Moscou. Le rappel des positions vietnamiennes correspond certainement à l'aggravation de la situation au Sud et aux menaces US sur le Cambodge.

DERRIERE LE SERPENT MONETAIRE

Flottement du franc ou retour dans le serpent monétaire européen ?

Dans le cadre de la campagne électorale, la question peut paraître secondaire, voire oiseuse. Pourtant, elle a en réalité une très grande portée. Car, derrière la technique monétaire se profilent de graves problèmes économiques. François Mitterrand qui tient beaucoup à se faire une réputation de défenseur du franc, s'est prononcé hautement pour le retour à des parités fixées avec les monnaies européennes, affirmant que c'était un moyen de lutter contre la spéculation et l'inflation. Valéry Giscard d'Estaing lui a répondu que c'était au contraire le meilleur moyen de déchaîner la spéculation monétaire et d'épuiser rapidement les réserves de change (devises).

Tout cela rappelle que l'inflation aujourd'hui n'est pas un pur problème de politique intérieure, mais touche de très près aux relations économiques internationales (commerce, circulation des capitaux, orientation des investissements, relation des prix nationaux). Plus précisément, à travers les variations monétaires et les choix faits en cette matière par les gouvernants s'expriment les rapports de force, les phases de la lutte entre les capitaux. En l'occurrence, il faut bien voir que l'acuité de la question en France est due au type de croissance que nous avons connu depuis 1969. Le régime avait décidé de stimuler l'exportation afin de renforcer la position du capitalisme français par rapport à ses concurrents les plus immédiats. Pour cela, il recourut entre autres, à une politique de dévaluation monétaire, ouverte ou masquée suivant les moments, les prix français à l'exportation devenant de plus en plus concurrentiels. Aujourd'hui, une

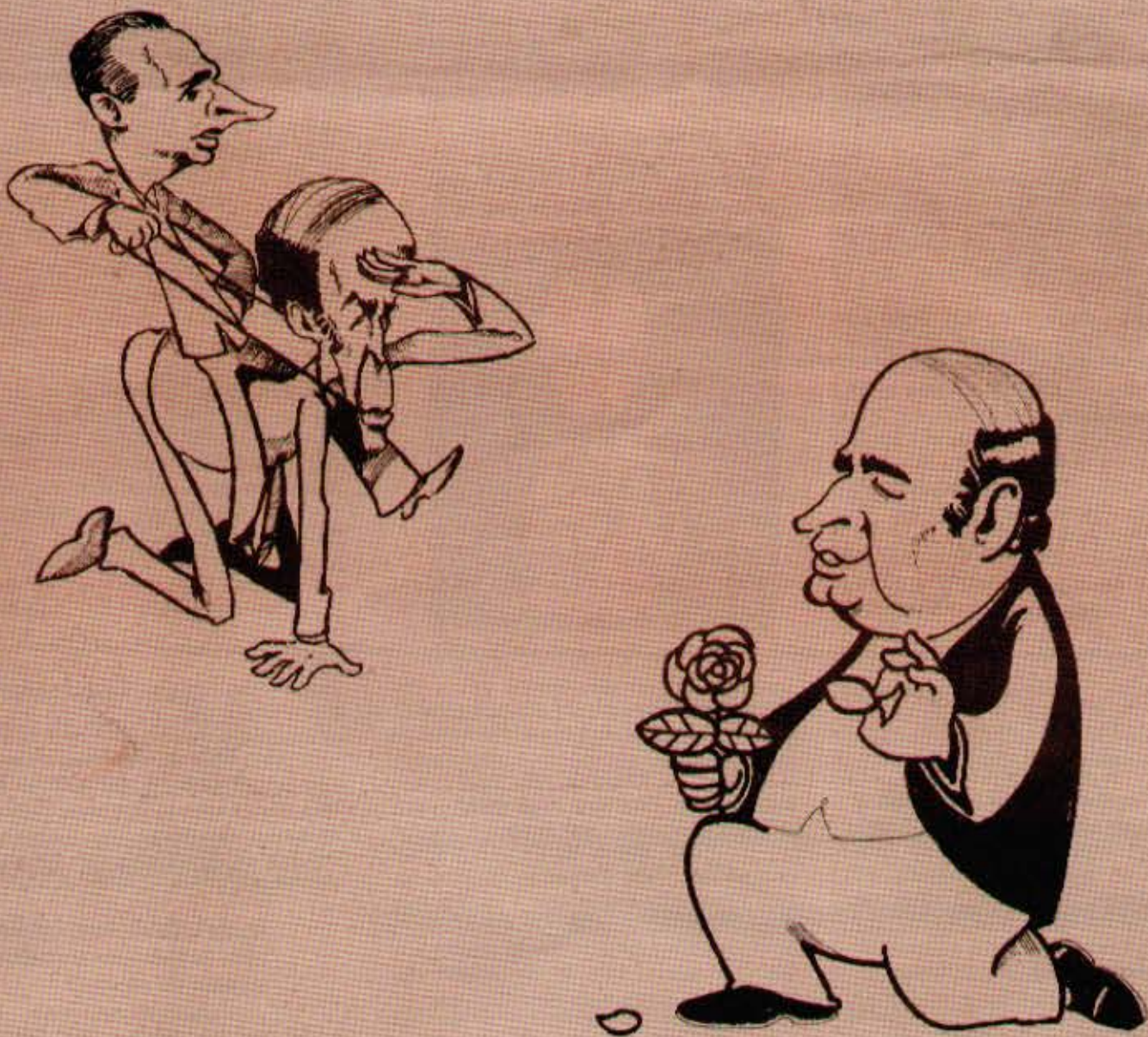
telles politique est de moins en moins praticable parce que le franc dévalué accentue chez nous la montée du prix des matières premières qui se produit sur le marché mondial et parce que l'inflation française se trouve ainsi accélérée par rapport à celle des pays concurrents. Dans une période aussi difficile sur le plan du commerce extérieur (le marché mondial croît moins vite que les années précédentes), la balance des comptes risque de devenir de plus en plus déficitaire, ce qui par contre-coup peut aggraver la faiblesse du franc.

Une autre politique est donc nécessaire. Celle que préconise François Mitterrand présente apparemment d'énormes avantages. En rattachant le franc au mark on peut stopper la dégradation du commerce français qui à l'heure actuelle tend à échanger de plus en plus de travail contre de moins en moins de travail étranger. Mais, pour qu'elle puisse réussir sans une aide financière massive de l'Alle-

magne occidentale, cette politique implique un effort d'exportation accru et une limitation rigoureuse de la croissance de la consommation intérieure si l'on reste dans les limites du système du profit comme le veut François Mitterrand. Elle est donc de fait parfaitement contradictoire avec une croissance économique dictée par la croissance des consommations collectives et populaires. Bien sûr, le laisser-aller n'est pas une solution non plus et le flottement cher à Giscard d'Estaing n'a rien d'un remède miracle. De toute façon, les politiciens bourgeois sont obligés de prévoir des mesures contre l'inflation pour la période post-électorale, que l'on revienne aux parités fixes ou que l'on reste au flottement. En d'autres termes, les questions monétaires mettent à l'ordre du jour la lutte contre les masses populaires d'un point de vue bourgeois.

C'est bien pourquoi, les travailleurs ne doivent pas se laisser prendre au mirage des manipulations monétaires. Ils doivent au contraire être prêts à répondre à toute mesure concrète en ce domaine, en sachant que derrière la défense de la monnaie, se dessine toujours pour les capitalistes la recherche d'une exploitation renforcée. Il leur faut en particulier se convaincre qu'ils n'ont pas à respecter les règles financières et monétaires, celles de l'Europe des neuf ou celle du Fonds monétaire international. Par-dessus les frontières, ils doivent se tendre la main pour jeter les bases d'un tout autre système.

J.M. V.



Je désire prendre contact avec Rouge



NOM.....
ADRESSE.....
Age..... Profession.....
Lieu de travail (facultatif).....

Rouge

hebdomadaire d'action communiste

10, imp. Guéméné - Paris 4 -
téléphone 272 88 96 ou 272 68 82

ARGENT :
A L'ORDRE
DE ROUGE
CCP: 25043 88
PARIS

Directeur de publication :
Henri Weber
Les articles signés n'engagent
pas nécessairement le point
de vue de la Rédaction.

tarif des abonnements

	la france		l'étranger	
	ouvert	fermé	ouvert	fermé
un an	90	150	110	180
six mois	45	75	55	90

par avion: écrire à ROUGE
Seules les demandes d'abonnement
accompagnées de leur règlement im-
médiate sont prises en considération.
Pour tout changement d'adresse, join-
dre 1fr.50 et la dernière bande.

Impression :
L'AVENIR GRAPHIQUE - PARIS

SOUTENEZ « ROUGE »

abonnez-vous

Je désire m'abonner à Rouge

NOM.....
ADRESSE.....
Abonnement choisi.....